



Projet financé par
l'Union européenne



Intitulé du contrat :

**Groupe d'Action Rapide
de Surveillance et d'Intervention
au Tchad**

GAR-SI TCHAD

Numéro du contrat : T05-EUTF-SAH-REG-04-06

Annexe 1

DESCRIPTION DE L'ACTION

TABLE DES MATIÈRES

	Sigles et abréviations	3
1	Résumé.	6
2	Titre	8
3	Contexte	8
	3.1. - Contexte géographique et sécuritaire	8
	3.2. - Contexte sectoriel	10
4	Portée de l'action.	11
	4.1. – Logique et pertinence de l'action	11
	4.2. - Enseignements tirés	12
	4.3.- Objectif général	12
	4.4. - Objectifs spécifiques	13
	4.5. - Résultats escomptés	13
	4.6. - Champ géographique	18
	4.7. - Groupes cibles et bénéficiaires locaux	18
	4.8. - Activités spécifiques et méthodologie	18
5	Actions complémentaires et coordination	23
6	Hypothèses et risques	25
7	Questions transversales	27
8	Gouvernance de l'action	29
9	Structure de gestion	30
10	Localisation	30
11	Équipements et coûts opérationnels	30
12	Parties prenantes	31
13	Durabilité	31
14	Monitoring et évaluation	32
15	Reporting	33
16	Communication et visibilité	33
17	ANNEXES	36
	Annexe I.1 : Cadre logique	36
	Annexe I.2 : Plan de travail indicatif et chronologie (chronogramme)	43
	Annexe I.3 : Tableau des équipements	44

TABLE DES MATIÈRES

	Sigles et abréviations	3
1	Résumé.	6
2	Titre	8
3	Contexte	8
	3.1. - Contexte géographique et sécuritaire	8
	3.2. - Contexte sectoriel	10
4	Portée de l'action.	11
	4.1. – Logique et pertinence de l'action	11
	4.2. - Enseignements tirés	12
	4.3.- Objectif général	12
	4.4. - Objectifs spécifiques	13
	4.5. - Résultats escomptés	13
	4.6. - Champ géographique	18
	4.7. - Groupes cibles et bénéficiaires locaux	18
	4.8. - Activités spécifiques et méthodologie	18
5	Actions complémentaires et coordination	23
6	Hypothèses et risques	25
7	Questions transversales	27
8	Gouvernance de l'action	29
9	Structure de gestion	30
10	Localisation	30
11	Équipements et coûts opérationnels	30
12	Parties prenantes	31
13	Durabilité	31
14	Monitoring et évaluation	32
15	Reporting	33
16	Communication et visibilité	33
17	ANNEXES	36
	Annexe I.1 : Cadre logique	36
	Annexe I.2 : Plan de travail indicatif et chronologie (chronogramme)	43
	Annexe I.3 : Tableau des équipements	44

SIGLES TCHAD GAR-SI

ABN	Autorité du Bassin du Niger
ALATT	(projet d') Appui à la Lutte Anti-Terroriste au Tchad (France)
ANS	Agence Nationale pour la Sécurité
ANT	Armée Nationale tchadienne
AQMI	Al-Qaeda au Maghreb Islamique
BAD	Banque africaine de développement
CBLT	Commission du Bassin du Lac Tchad
CCETI	Centre Commun d'Entraînement aux Techniques d'Intervention de Police Civile
CEDEAO	Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CEEAC	Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale
CEFOD	Centre d'Études et de Formation pour le Développement
CEMA	Chef d'État-major des Armées
CEMAC	Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale
CEN SAD	Communauté Économique des États Sahélo-Sahariens
CFCCSI	Centre de Formation Continue des Cadres de la Sécurité Intérieure
CILSS	Comité Inter-permanent de la Lutte contre la Sécheresse au Sahel
CNRJ	Centre National de Renseignements Judiciaires
CNSI	Conseil National de Sécurité Intérieure
COPIL	COmité de PIlotage
CPG	Comité de Pilotage Général
CSO	Comité de Suivi Opérationnel
CSS	Collège Sahélien de Sécurité
CUA	Commission de l'Union Africaine
DG DEVCO	Direction Générale du Développement et de la Coopération (de la Commission européenne)
DGGN	Direction Générale de la Gendarmerie Nationale
DGSSIE	Direction Générale des Services de Sécurité des Institutions de l'État
DPHR	Détachement pour la protection des humanitaires et des réfugiés (unité spécialisée de la gendarmerie)
DOA	Document of agreement
DOT	Défense Opérationnelle du Territoire
DUE	Délégation de l'Union Européenne
EEAS	European External Action Service
EIAO	État Islamique en Afrique de l'Ouest (ex-Boko Haram)
EOST	Enquête d'Opinion sur la Sécurité au Tchad

EUCAP	European Union CAPacity building mission
FATIM	Forces armées tchadiennes d'intervention au Mali
FED	Fonds Européen de Développement (UE)
FIIAPP	Fondation Internationale et Ibéroaméricaine (Amérique latine) pour l'Administration et les Politiques Publiques (Espagne)
FMM	Force Multinationale Mixte (Nigeria, Niger, Cameroun, Tchad et Bénin)
FOC	Full Operationnal Capablility
FSI	Forces de Sécurité Intérieure
FSP	Fonds de Solidarité Prioritaire (France)
GAR-SI	Groupe d'Action Rapide – Surveillance Intervention
GIGLT	Groupe d'Intervention de la Gendarmerie du Lac Tchad
GIGN	Groupe d'Intervention de la Gendarmerie Nationale
GIZ	Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (agence de coopération internationale allemande pour le développement)
GNNT	Garde Nationale Nomade tchadienne
GSGN	Groupement de Sécurité de la Gendarmerie Nationale
GSMOG	Groupe Spécial de Maintien de l'Ordre de la Gendarmerie
IcSP	Instrument contribuant à la Stabilité et à la Paix
INSEED	L'Institut National de la Statistique, des Études Économiques et Démographiques
IOC	Initial Operationnal Capability
MANEM	MANufacture des Équipements Militaires
MINUSMA	Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation au Mali
MO	Maintien de l'Ordre
MRT	Méthode de Raisonnement Tactique
OHADA	Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires
OHCHR	UN Office of the High Commission of Human Rights
OIM	Organisation Internationale pour les Migrations
OND	Observatoire National de la Délinquance
ONG	Organisation Non Gouvernementale
ONUDC	Office des nations Unies contre la Drogue et le Crime
PAASIT	Programme d'Appui à l'Amélioration de la Sécurité Intérieure du Tchad
PADEMIN	Projet d'Appui au Déminage
PAFSI	Projet d'appui à la réforme des forces de sécurité intérieure au Tchad
PAFSPT	Programme d'Appui à la Formation et à la Sécurité Publique au Tchad
PCMS	Plate-forme de Coopération en Matière de Sécurité du G5 Sahel
PIAT	Peloton d'Intervention Anti-Terroriste de la gendarmerie
PND	Plan National de Développement
PNSI	Plan National de Sécurité Intérieure

PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PRAJUST	Programme d'Appui à la Justice au Tchad
PSD	Plan Stratégique de Développement
PSDC	Politique de Sécurité et de Défense Commune (de l'Union Européenne)
PSIG	Peloton spécial d'intervention de la gendarmerie
PSRG	Plan Stratégique de Renforcement de la Gouvernance
PTS	Police Technique et Scientifique
RAC	Référentiel des Activités et des Compétences
RAF	Référentiel des Actions de Formation
SECGEF	SECurité et Gestion des Frontières
SNPJ	Section Nationale de Police Judiciaire
SNRJ	Section nationale de la recherche judiciaire (gendarmerie)
SOTEL	Société des Télécommunications
SST	Secteur de la Sécurité au Tchad (RSS)
STE	Société tchadienne des Eaux
TRACFIN	Traitement du Renseignement et Action contre les Circuits FINANCIERS clandestins.
UA	Union africaine
UE	Union européenne
UNDSS	United Nations Department of Safety and Security

R1 A4 : Formation des cadres et des formateurs-relais à Logroño (Espagne)

R1 A5 : Sélection et formation de base des personnels du GAR-SI à Koundoul (Tchad)

R1 A6 : Sélection et formation des spécialistes (Police Judiciaire, Renseignement, trafics illicites, environnement protection de la nature, logistique)

R1 A7 : Achats et livraison des matériels et équipements.

R1 A8 : Élaboration d'un système de mentoring (procédure de suivi et de pilotage) pour guider et évaluer la mise en œuvre de l'unité GAR-SI.

R1 A9 : Élaboration d'un système de suivi et évaluation pour déterminer les capacités opérationnelles de l'unité GAR-SI dans son acte constitutif (IOC) et dans l'achèvement du projet (FOC).

R1 A10 : Appui à l'élaboration d'une doctrine d'emploi et de directives d'organisation du GAR-SI.

Résultat 2 : L'interopérabilité entre les forces de sécurité identiques (soit avec toutes les unités GAR-SI et tout spécialement avec le GAR-SI du Niger voisin) et d'autres forces de défense et de sécurité du Tchad avec celles des pays voisins est améliorée et la coopération transfrontalière est ainsi encouragée.

R2 A1 : Planification et mise en œuvre d'opérations conjointes du GAR-SI avec les forces policières et militaires nationales.

R2 A2 : Planification d'opérations conjointes avec le GAR-SI du Niger et éventuellement avec les unités GAR-SI des autres pays bénéficiaires du projet pour développer l'échange d'informations relatives à la lutte contre toute forme de terrorisme.

<p>Domaine d'intervention du fonds fiduciaire</p>	<p>Objectif N° 3 : Amélioration de la gestion de la migration</p> <p>Objectif N° 4 : Amélioration de la gouvernance, de la prévention des conflits et la réduction des déplacements forcés et de la migration irrégulière.</p>
<p>Domaine d'intervention du Plan d'Action de La Valette</p>	<p>Domaine 1 : Avantages des migrations en termes de développement et lutte contre les causes profondes de la migration irrégulière et du phénomène des personnes déplacées ;</p> <p>Domaine 4 : Prévenir la migration irrégulière, le trafic de migrants et la traite des êtres humains et lutter contre ces phénomènes.</p>

1. Résumé

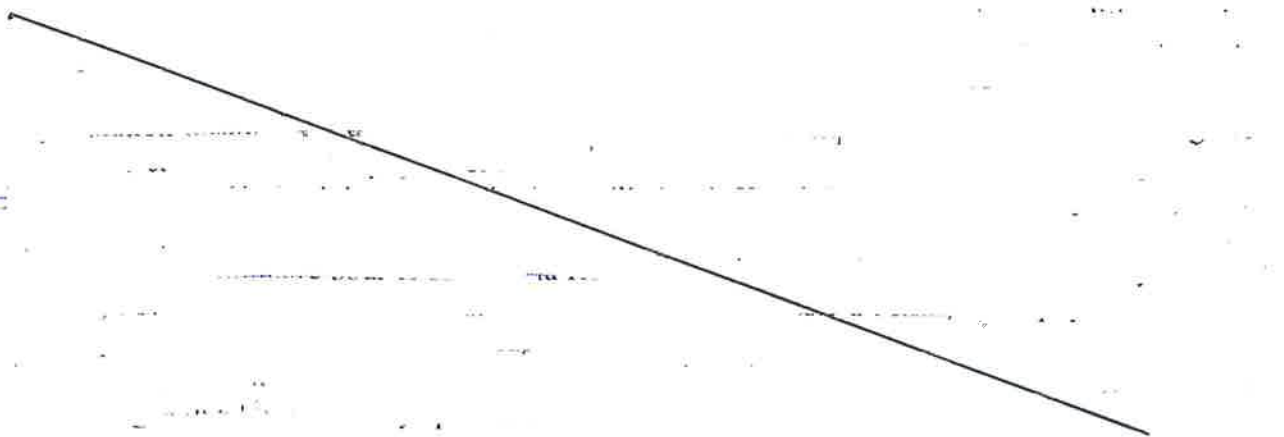
Titre	Groupe d'Action Rapide de Surveillance et Intervention au Tchad
Durée	20 mois
Champ géographique	Territoire national du Tchad, essentiellement les zones frontalières
Coût total	EUR 6.300.500,00
Partenaire de mise en œuvre	Fundación Internacional y para Iberoamérica de Administración y Políticas Públicas - FIIAPP
Partenaires associés	Guardia Civil d'Espagne, Carabinieri d'Italie, Guarda Nacional Republicana de Portugal et Gendarmerie Nationale française.
Groupes cibles	La Gendarmerie Nationale du Tchad
Bénéficiaires finaux	La Gendarmerie Nationale ainsi que les communautés vivant dans les zones reculées/isolées et frontalières
Objectif général	Contribuer à la sécurité des populations et à la stabilisation du Tchad y compris dans les zones isolées/reculées et frontalières, condition essentielle d'un développement socio-économique durable.
Objectifs spécifiques	<p>OS.1: Rendre plus efficace l'action préventive et réactive de la Gendarmerie Nationale afin de garantir un contrôle plus efficace des frontières du Tchad avec le Niger, membre du G5 Sahel, mais également avec tous les autres pays voisins, notamment dans les zones les plus reculées, cela dans le respect de son rôle de service public, des droits de l'Homme et du droit international humanitaire.</p> <p>OS.2: Créer des conditions favorables à une meilleure coopération transfrontalière et régionale avec la participation et l'adhésion des populations locales dans les pays concernés et ainsi contribuer à une lutte plus efficace contre les menaces transfrontalières, et notamment celles posées par la criminalité organisée.</p>
Résultats escomptés	<p>Résultat 1 : La capacité opérationnelle – préventive et réactive – de la Gendarmerie Nationale tchadienne est renforcée par la création d'une unité GAR-SI, dans le respect de son rôle de service public, des droits de l'Homme et du droit international humanitaire.</p> <p>R1 A1 : élaboration d'un cadre juridique adéquat pour la création du GAR-SI</p> <p>R1 A2 : élaboration des plans de sélection des personnels et de mise en œuvre du GAR-SI</p> <p>R1 A3 : élaboration des plans de formation</p>

concentre sur la partie sud du pays et en zone urbaine. Le Tchad est un pays essentiellement rural qui connaît régulièrement des conflits entre agriculteurs et éleveurs liés à la compétition pour l'utilisation des terres (culture/pâturage).

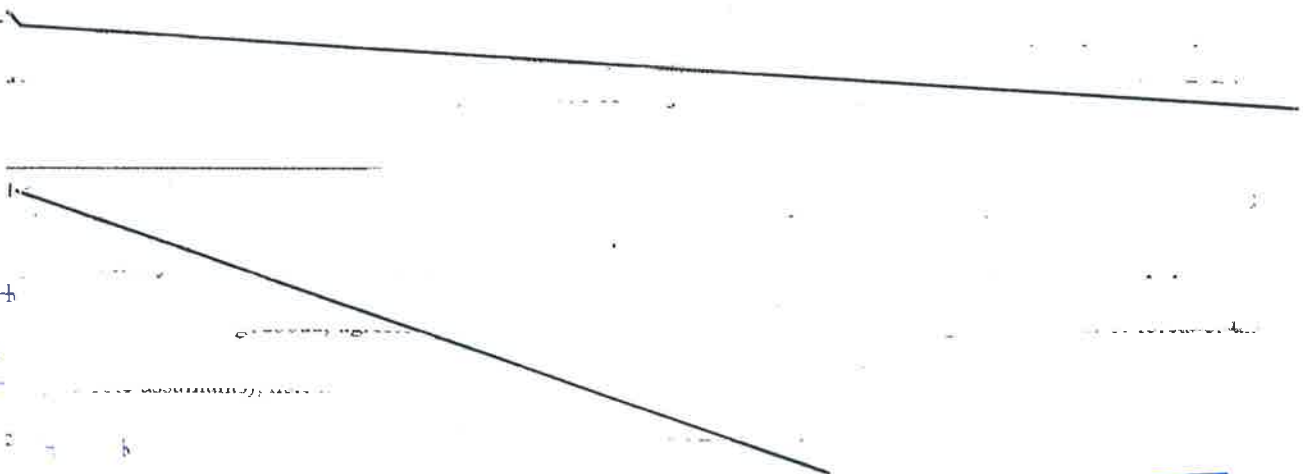
Après plusieurs décennies d'instabilité, le Tchad bénéficie depuis 2010 d'une situation sécuritaire plus apaisée mais est confronté à une crise économique sans précédent. Il se trouve également au cœur d'un contexte géopolitique fragile et doit faire face à des menaces externes et internes qui affectent sa sécurité. Les menaces les plus sensibles sur la sécurité intérieure (SI) sont détaillées dans le Plan National de Sécurité Intérieure (PNSI) adopté par décret présidentiel en février 2014. Elles sont classées en fonction des quatre champs de la SI - sécurité de la nation, sécurité des institutions, sécurité de la société, sécurité du citoyen.

La menace terroriste est particulièrement prégnante en raison des activités d'AQMI en Libye et au Niger mais surtout en raison des activités de l'EIAO au Nigeria, au Cameroun, au Niger et sur le territoire tchadien où des attentats ont eu lieu le 15 juin 2015 à N'Djamena, le 31 décembre 2016 et le 5 mai 2017, dans la région du Lac, qui a connu en 2018 une recrudescence d'agressions, embuscades et incursions¹. L'instabilité qui affecte la Libye, notamment au Sud où certaines communautés se retrouvent de part et d'autre de la frontière entre les deux pays est une source de préoccupation. De même, les trafics d'armes, de drogue et d'êtres humains qui affectent les pays de l'arc sahélien ont un fort retentissement sur la stabilité du pays.

D'autres régions du Tchad connaissent une situation sécuritaire dégradée :



A l'Est, la recrudescence du conflit soudanais au Darfour depuis avril fait craindre le retour d'une période d'insécurité.



2. Intitulé

GAR-SI Tchad : Groupe d'Action Rapide, de Surveillance et d'Intervention au Tchad.

3. Contexte

Le projet GAR-SI s'inscrit dans le cadre du contexte régional qui couvre les cinq pays du Sahel et le Sénégal et vise à contribuer, dans chacun de ces pays, à la stabilisation de zones considérées comme sensibles. La stabilisation de zones se fait à travers d'une part, le renforcement des capacités opérationnelles des forces de sécurité nationales et d'autre part, l'amélioration du contrôle effectif du territoire, notamment aux frontières et dans les zones isolées/reculées et frontalières, où vivent les premières victimes de la criminalité organisée.

Ce projet a d'abord été évoqué puis approuvé lors de la 1^{ère} réunion annuelle des ministres en charge de la Défense et de la Sécurité du G5 Sahel à N'Djamena le 4 mars 2016, puis lors de la 2^{ème} réunion de la même instance, élargie aux ministres en charge des Affaires étrangères du G5 Sahel, à Bamako le 5 février 2017.

Entre temps, il a été approuvé le 13 juin 2016 à Bruxelles, par le Comité Exécutif du Fonds Fiduciaire.

La Déclaration conjointe des Chefs d'États européens, de Libye, du Niger et du Tchad du 28 août 2017, *Relever le défi de la migration et de l'asile* confirme l'appropriation du projet qui cite, parmi les mesures à prendre, « l'exécution en temps opportun du projet GAR-SI ainsi qu'un soutien d'EUCAP Sahel Niger permettant d'appuyer cet effort ».

Considérant qu'il ne peut y avoir de développement sans sécurité et inversement, celle-ci est une priorité à mener en parallèle avec toutes les autres actions visant le développement. Elle doit s'exercer en tant que service public à la population et dans le respect des droits de l'Homme et du droit international humanitaire.

L'action doit aussi être collective et simultanée avec les pays voisins, avec pour objectif d'éradiquer la menace, au risque de la voir se déplacer indéfiniment d'un pays à l'autre.

3.1. Contexte géographique et sécuritaire

Le Tchad est confronté depuis quelques années, comme ses voisins du Sahel, à des menaces communes qui mettent en danger la sécurité des populations et la stabilité économique du pays et contraignent grandement les possibilités de développement.



Le Tchad est le 5^{ème} pays d'Afrique par sa superficie. Plus de la moitié de son territoire étant occupée par le désert, sa faible densité démographique générale est toute relative. Sa population, estimée à 14,450 millions d'habitants en 2016, jeune et en forte croissance (3,6% par an), se

Depuis 2016, les autorités tchadiennes ont constaté des défections récurrentes dans les rangs de l'EIAO³, soit près de 1600 personnes, dont des femmes et des enfants. Même si Boko Haram en est militairement affaibli, la menace est toujours prégnante⁴ car ce mouvement terroriste a d'autant plus besoin de moyens de subsistance, ce qui explique la recrudescence des actions (cf supra).

La sécurité intérieure du Tchad est aussi affectée par la présence de nombreux réfugiés et déplacés internes⁵, essentiellement dans la région du Lac Tchad, mais également au Sud et à l'Est.

C'est cette situation d'ensemble qui rend propice l'essor des trafics illicites susmentionnés, qui touche le Tchad principalement à partir du Niger, du Nigéria et de la Libye.

3.2. Contexte sectoriel

Le GAR-SI ne peut être confié qu'à la Gendarmerie Nationale dont les missions pluridisciplinaires et interministérielles sont identiques. Il pourra ainsi épouser la compétence nationale dans tous les domaines, en particulier pour l'exercice des prérogatives judiciaires. En revanche, les missions du GAR-SI ne sont pas compatibles avec celles de la Police Nationale qui n'exerce ses prérogatives qu'en zone urbaine, ni avec celles de la Garde Nationale Nomade du Tchad qui ne possède aucune compétence judiciaire.

Le GAR-SI apportera à la gendarmerie des moyens supplémentaires en matériels et en véhicules. Cela lui permettra d'assurer rapidement des missions de sécurisation des zones frontalières, objectif national prioritaire. Les autorités tchadiennes doivent par contre de leur côté, accorder le soutien logistique nécessaire à cette unité, notamment en moyens de fonctionnement. Cet engagement de l'Etat est un gage de pérennisation essentiel pour le GAR-SI. Il pourrait se traduire par la création

³ Près d'un millier de présumés combattants tchadiens de l'ex-Boko Haram, sont rentrés au pays en deux mois fin 2016. 130 nigériens se sont aussi rendus aux autorités de leur pays fin 2016, début 2017. Le 22/12/2017, 35 ex-combattants de l'EIAO se sont rendus aux autorités de Ngouboua. Ces individus (hommes, femmes et enfants) seraient venus de l'île de Balkram, située à 30 km au Nord-Ouest de Ngouboua.

⁴ Le 23 décembre 2017, un groupe de personnes, suspectées appartenir à l'EIAO, ont attaqué de nuit le village de Litri, situé à 35 km/ouest de Ngouboua, sans faire de victime mais plus de quarante têtes de bétail auraient été emportées.

⁵ Environ 750 000 personnes depuis 2013.

d'une ligne budgétaire spécifique pour le GAR-SI dans la Loi de finances annuelle.

À moyen terme, soit dans un délai de six à neuf mois, le GAR-SI devrait être opérationnel et en mesure de prendre à son compte un secteur frontalier pour répondre aux besoins de la population en matière de sécurité. La mise en place du GAR-SI implique une coordination et une complémentarité avec les autres programmes de coopération avec la DGGN et s'inscrira dans le programme de travail des services de la Gendarmerie. Une flexibilité quant à la zone d'intervention est nécessaire afin de pouvoir répondre aux priorités pendant toute la durée de mise en œuvre.

Les projets GAR-SI et SECUTCHAD progresseront l'un et l'autre séparément mais en totale coordination et complémentarité, comme cela sera également le cas avec les forces en présence,

4. Portée de l'action

4.1. Logique et pertinence de l'action

Le Sommet de N'Djamena du 20 novembre 2015 a adopté la feuille de route définissant le cadre de coopération entre le G5 Sahel et l'Union européenne. Cette feuille de route conjointe repose sur la vision partagée selon laquelle les régions frontalières et les domaines de la sécurité, de la gestion des frontières, de la migration et de la lutte contre le terrorisme et de prévention de la radicalisation sont des domaines pour lesquels une coordination régionale du G5 Sahel devrait avoir un impact positif et rapide. Au cours de la dernière réunion du 5 février 2017 à Bamako, les ministres de la Défense et de la Sécurité du G5 Sahel ont invité le Secrétariat permanent du G5 Sahel à saisir officiellement les États d'une demande de projet de formation des GAR-SI dans les États membres « avec l'appui technique de l'Espagne, de la France, de l'Italie et du Portugal, et le financement de l'Union européenne ».

Le Sommet de la Valette 2015 sur la migration a adopté un Plan d'Action déterminant le lancement d'initiatives prioritaires destinées à « apporter un appui aux capacités nationales de contrôle des frontières terrestres (...) » et à « mettre en place, d'ici la fin de 2016 des mécanismes de formation à l'intention des garde-frontières et de la police y compris des centres régionaux de formation et des programmes d'enseignement communs. » Ainsi, le Fonds Fiduciaire d'Urgence pour l'Afrique a identifié parmi ses objectifs prioritaires l'amélioration de la gestion de la migration dans les pays d'origine, transit et destination (objectif 3) ainsi que l'amélioration de la gouvernance, de la prévention des conflits et la réduction du déplacement forcé et de la migration irrégulière (objectif 4).

Au cours du mois d'octobre 2017, le Directeur du projet, a rendu visite aux autorités de tutelle des forces de sécurité intérieure, pour leur présenter l'unité de type GAR-SI. Cette information a reçu un très bon accueil.

L'action du GAR-SI doit permettre de sécuriser, secteur par secteur, les zones isolées et/ou reculées, où la présence de l'État (administration, FSI) est insuffisante et où la population peut être victime de toutes sortes de trafics et du terrorisme ou pourrait s'abandonner aux idéologies extrémistes.

4.2. Enseignements tirés

La première unité de type GAR a été créée en 2012 au Sénégal via une coopération bilatérale entre

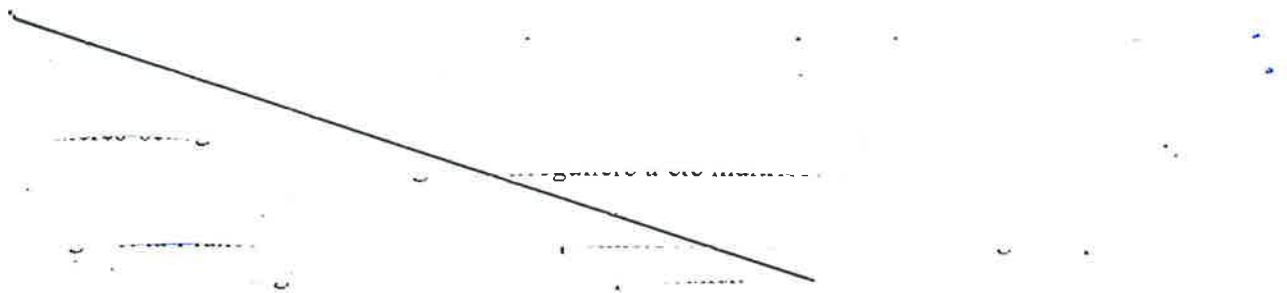
le Sénégal et l'Espagne. Les résultats positifs ont été rapides et le Sénégal a sollicité la duplication de plusieurs autres unités. Initialement destinés à la gestion de la sécurité de proximité en zone rurale, les personnels se sont adaptés en développant un service quotidien pour devenir une unité polyvalente et garantir la présence de l'État dans les zones les plus reculées. Le premier GAR a aussi montré son efficacité sur une zone frontalière au Nord et à l'Est du pays pour lutter contre le terrorisme et le banditisme frontalier qui y régnait.

En termes de formation des personnels, le processus de « formateurs-relais » s'est montré efficace et suscite l'appropriation du projet par le partenaire qui participe directement et s'implique dans la création d'une unité.

Ce premier GAR au Sénégal a acquis de nouvelles capacités dans le domaine de la protection de l'environnement grâce à son travail avec le parc naturel national de Niokolo-Koba. La protection de l'environnement est désormais un élément pris en compte dans la formation des GAR-SI.

Le GAR-SI de la Mauritanie où le projet a débuté en mars 2017, est maintenant opérationnel depuis plusieurs mois à l'issue de la période de formation.

Il a été rapidement suivi par le Niger le Burkina-Faso et le Mali dont les unités sont quasi opérationnelles, même si la totalité des matériels ne sont pas encore tout à fait livrés.



La bonne gouvernance et la sécurité publique sont annoncées comme des priorités par l'État tchadien qui a confirmé son engagement par l'augmentation substantielle du budget alloué au précédent ministère de l'intérieur et de la sécurité publique. Le projet GAR-SI, qui apportera sa contribution dans le renforcement de la sécurité intérieure peut donc compter sur le soutien constant des autorités tchadiennes.

Une très bonne coordination sera nécessaire tout au long de la mise en œuvre entre les différents projets de coopération avec la DGGN, notamment avec le SECUTCHAD et le PAASIT, pour apporter une cohérence dans leur réalisation et dans les actions à conduire.

4.3. Objectif général

L'objectif général est de contribuer à la sécurité des populations et à la stabilisation du Tchad, y compris dans les zones isolées/reculées et frontalières, comme une condition essentielle d'un développement socio-économique durable.

4.4. Objectifs spécifiques

OS.1 : Rendre plus efficace l'action préventive et réactive de la Gendarmerie Nationale afin de garantir un contrôle plus efficace des frontières du Tchad avec le Niger et dans les zones les plus isolées/reculées et frontalières, cela dans le respect de son rôle de service public, des droits de l'Homme et du droit international humanitaire.

Le GAR-SI de la gendarmerie nationale viendra appuyer les FSI existantes dans leurs missions et pourra rendre plus efficiente l'action préventive (surveillance) et réactive (intervention) des FSI afin de garantir un contrôle plus efficace du territoire et des frontières.

OS.2 : Créer des conditions favorables à une meilleure coopération transfrontalière avec la participation des populations limitrophes, afin de contribuer à une lutte plus efficace contre les menaces, et notamment celles posées par la migration irrégulière, les réseaux terroristes et ceux de la criminalité organisée.

Le GAR-SI du Tchad est construit suivant la même conception opérationnelle et le même programme que les autres GAR-SI dont le Niger. Ses cadres et formateurs relais suivront ainsi la même formation à Logroño. Une formation de base commune est de nature à favoriser la coordination d'opérations futures. Ces unités seront équipées de matériels quasi identiques, en particulier les moyens de communications qui garantiront leur interopérabilité. Ce sont des conditions particulièrement favorables au développement de la coopération transfrontalière pour lutter plus efficacement contre les menaces transnationales, y compris celles posées par les réseaux terroristes et la criminalité organisée. Les GAR-SI Tchad et Niger pourront mener des opérations coordonnées pour lutter contre le même adversaire.

4.5. Résultats escomptés

Résultat 1 : La capacité opérationnelle – préventive et réactive – de la Gendarmerie Nationale tchadienne est renforcée par la création d'une unité GAR-SI, cela dans le respect de son rôle de service public, des droits de l'Homme, du droit international humanitaire.

La création de l'unité GAR-SI va permettre au commandement de la Gendarmerie d'augmenter sa capacité opérationnelle sur le secteur territorial qu'il aura choisi pendant une période donnée, étant entendu que par sa compétence nationale le GAR-SI pourra être engagé successivement sur tout secteur où sa présence s'imposera. Par ses modes d'actions et sa puissance de réaction et d'intervention dans le respect du code de déontologie récemment mis en place, avec un engagement quotidien d'une trentaine d'hommes et une capacité de montée en puissance et par la dissuasion, il pourra faire évoluer favorablement une situation délicate.

L'action préventive et réactive des FSI sera ainsi renforcée, avec l'objectif de répondre aux besoins des services de la sécurité de la population, qui sera plus disposée à renouer le contact avec les forces de l'ordre.

Une flexibilité absolue concernant la délimitation de la zone d'intervention est nécessaire afin de pouvoir répondre aux priorités réelles des populations et des autorités pendant toute la durée de mise en œuvre.

R1 A1 : Élaboration d'un cadre juridique adéquat pour la création du GAR-SI.

L'étude juridique qui a été conduite dans la phase de diagnostic confirme la nécessité de créer officiellement et juridiquement le GAR-SI et propose l'amendement du décret présidentiel d'organisation de la gendarmerie nationale tchadienne. Il s'agit d'une solution juridique adaptée pour placer le GAR-SI directement sous l'autorité de la DGGN tout en le créant officiellement en tant qu'unité de la gendarmerie.

R1 A2 : Élaboration des plans de sélection des personnels et de mise en œuvre

La sélection des personnels devant constituer le GAR-SI est une opération délicate qui nécessite une

sélection rigoureuse pour répondre aux critères de compétences et de qualités physiques et psychologiques pour suivre la formation à Logroño (Espagne) puis au Tchad ainsi que pour répondre aux missions spécifiques du GAR SI notamment en direction de la population civile. Un plan de sélection est donc nécessaire pour en déterminer les modalités.

La composition du GAR-SI Tchad devra tenir compte de la diversité ethnique et linguistique du pays, ce qui contribuera à instaurer un climat de confiance et d'acceptation de la part des populations locales.

L'utilisation de la langue française pour les arabophones au cours des formations qui seront dispensées, comme la traduction de toute la documentation pédagogique en arabe, ou le recours ponctuel à des traducteurs parmi les cadres ou formateurs doivent être suivis avec attention. Aussi, pour la formation en Espagne, exclusivement dispensée en français, les 28 stagiaires, cadres et formateurs relais, devront être francophones de bon niveau. Cette condition n'est plus impérative pour la poursuite de la formation au Tchad même si elle nécessite quelques adaptations, comme la traduction de la documentation pédagogique en arabe pour ne pas fixer une limite supplémentaire à la sélection. Il serait souhaitable que cette tâche soit prise en compte par le partenaire tchadien, notamment en ayant recours à ses cadres et formateurs relais, plus à même de l'adapter à ses réels besoins linguistiques.

R1 A3 : Élaboration des plans de formation

Les plans de formation sont déjà prêts pour la formation des cadres et des formateurs-relais à Logroño (Espagne), mais ils seront nécessairement complétés avec la révision de la législation propre au Tchad sur les plans juridiques et administratifs. Une instruction particulière sur le nouveau Code de Déontologie de la gendarmerie nationale tchadienne et sur la charte commune d'accueil, mis en place dans le cadre du SECUTCHAD, doit être dispensée au personnel du GAR-SI. Des formations spécifiques et continues dans le domaine des droits de l'Homme, du droit international humanitaire, de l'éthique, de la gestion de la migration, et du genre seront dispensées tout au long du projet dans le but de prévenir les exactions contre les populations.

Des formations continues seront assurées sur le DIH (ou droit des conflits armés) à l'ensemble des personnels du GAR-SI pendant la période de formation de base au Tchad. Cette formation de 2 à 3 jours est qualifiante.

Ces formations seront accompagnées d'un dispositif de suivi de l'impact du projet par le biais d'enquêtes de perception.

Il sera utile de réserver aux formateurs tchadiens quelques créneaux de formation pour rappeler de façon pédagogique les principes constitutionnels qui figurent dans le préambule de la nouvelle Loi suprême de l'Etat tchadien, promulguée le 4 mai 2018 (attachements aux libertés publiques, aux droits fondamentaux de l'homme tels que définis par la charte des Nations Unies de 1945, la déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 et la charte africaine des droits de l'homme et des peuples de 1981, à la dignité de la personne humaine, au pluralisme politique et aux valeurs africaines de solidarité et de fraternité). Ces principes sont détaillés au chapitre I (des libertés et des droits fondamentaux), comme les missions de la gendarmerie (Titre XII chapitre II).

L'organisation de la justice militaire (titre X) et le nouveau corps de police judiciaire auquel ils appartiennent également (Titre XII chapitre V) sont aussi des fondamentaux que les membres du GAR-SI devront parfaitement connaître.

L'insertion de critères de moralité (absence de sanction antérieure), dans la sélection et la formation morale des personnels du GAR-SI devraient écarter ce risque, mais la meilleure prévention d'actes contraires à la déontologie (prévarication, concussion, exactions envers la population...) est le dispositif disciplinaire dissuasif pouvant conduire à la radiation des cadres, indépendamment des

sanctions pénales.

Les plans de formation seront aussi concordants avec les missions d'EUCAP Sahel Niger (appuyer, par la formation et le conseil, les forces de sécurité intérieures pour lutter contre les réseaux de la migration irrégulière et la criminalité qui leur sont associées pour leur permettre de mieux détecter la fraude documentaire ou le trafic des êtres humains, ou encore de mieux maîtriser les techniques d'intervention professionnelle afin de préserver l'intégrité physique des personnes interpellées, pour développer la judiciarisation de l'action des forces armées dans leur mission de lutte contre le terrorisme, le crime organisé et les réseaux de la migration irrégulière), ce qui renforcera les possibilités de coopérations transfrontalières.

R1 A4 : Formation des cadres et des formateurs-relais à Logroño

Il s'agit de former 16 cadres et 12 formateurs-relais à l'école de formation de la Guardia Civil suivant le même cursus dispensé dans tous les pays bénéficiaires du projet GAR-SI Sahel. Cette formation d'une durée de deux mois en Espagne sera complétée par une formation d'un mois au Tchad, _____ Chaque personnel fait l'objet d'une évaluation continue de sa formation, sanctionnée à la fin par un diplôme qualifiant.

Cette formation porte sur la pédagogie et le commandement opérationnel dans toutes ses composantes physique, intellectuelle et morale.

R1 A5 : Sélection et formation de base des personnels du GAR-SI à Koundoul et Boudouloum (Tchad)

Cette formation s'adresse aux 120 personnels du GAR-SI recrutés, et se déroulera au Tchad ~~à l'école de Koundoul~~, qui dispose de toutes les infrastructures nécessaires à une formation de qualité. Elle sera dispensée par 6 formateurs experts des pays partenaires, assistés des formateurs-relais du pays.

Entraînement militaire physique et intellectuel, cette formation de base recouvre les techniques d'intervention opérationnelles, depuis les règles juridiques du contrôle d'un territoire ou des personnes, jusqu'à la maîtrise d'un adversaire, sans arme (interpellation), l'entraînement au tir et au respect du cadre légal d'usage des armes, à la topographie et à l'orientation et aux franchissements d'obstacles. La formation comprend aussi une formation professionnelle complémentaire sur la Police Judiciaire, les trafics illicites, la protection de l'environnement et la recherche du renseignement, chaque gendarme devant être en mesure de réagir efficacement, quelle que soit la situation qui se présente.

Des formations spécifiques dans le domaine des droits de l'Homme, du droit international humanitaire, de la déontologie, de la gestion de la migration, et du genre seront dispensées tout au long du projet dans le but de prévenir les exactions contre les populations. Cela représente environ quarante heures théoriques mais de fréquents rappels seront nécessairement opérés dans les autres matières enseignées, comme en intervention professionnelle ou en police judiciaire notamment.

Le GAR-SI fait partie intégrante de la gendarmerie et à ce titre, conserve son rôle de police militaire auprès des armées et doit faire respecter en toute situation les droits de l'Homme et le droit international humanitaire (conventions de Genève et de La Haye) qu'il doit aussi s'appliquer à lui-même⁹.

⁹ Par ailleurs, d'après les entretiens menés avec le Conseiller français de la Direction générale de la gendarmerie nationale tchadienne, la France soutiendrait la mise en place, la formation et la dotation en équipement (moyens roulants et ordinateurs) d'une Inspection générale. Par ailleurs, dans le cadre de sa contribution à la Force conjointe du

R1 A6 : Sélection et formation des spécialistes à Boudouloum (Tchad) (Police judiciaire, Renseignement, trafics illicites, protection de la nature et logistique).

Les personnels qui constitueront les équipes de spécialistes dans les domaines de la Police Judiciaire et de la lutte contre toutes les formes de trafics illicites _____ de la recherche, de l'analyse et de l'exploitation du renseignement _____, et de la protection de l'environnement _____ bénéficieront d'une formation spécifique de trois semaines pour la PJ et de deux semaines pour les autres spécialités par ~~11~~ experts des pays partenaires, qui seront également assistés des formateurs-relais.
L'équipe de soutien logistique _____ bénéficiera aussi d'une formation de deux semaines.

R1 A7 : Achats et livraison des matériels et équipements.

La liste des matériels, arrêtée en décembre 2017 à la fin de la mission de diagnostic se trouve à l'annexe I.3. Dès que le contrat sera signé, les procédures d'achats selon les règles de la FIIAPP seront lancées avec le concours de la MANEM (MANufacture des Équipements Militaires), institution qui est la seule habilitée à l'importation de tous les équipements individuels et collectifs des unités tchadiennes⁷. A cet effet, un accord entre la FIIAPP et la MANEM doit être signé uniquement pour les effets précisés à l'article 4 du décret N° 621/PR/PM 2010 du 3 août 2010 :

- Tenues de combat pour la vie en campagne et autres services spécifiques en garnison,
- Tenues légères ou tenues de travail pour le service courant en garnison,
- Tenues d'apparat destinées à rehausser le prestige des forces armées et de sécurité,
- Divers effets de paquetage individuel, matelas pour l'équipement de logement collectif ou individuel des militaires,
- Tentes modulaires pour la vie en campagne,
- Attributs distinctifs d'uniformes militaires,
- Effets particuliers nécessaires aux militaires pour leurs besoins privés.

La liste précise de ces effets sera déterminée d'un commun accord entre la MANEM et la FIIAPP.

L'acquisition de tout le reste du matériel sera réalisée directement par la FIIAPP et uniquement selon ses propres règles de procédures, avec la garantie de l'exonération des taxes et frais de douanes.

R1 A8 : Élaboration d'un système de mentoring (procédure de suivi et de pilotage) pour guider et évaluer la mise en œuvre de l'unité GAR-SI.

Une fois la formation de base achevée, le suivi et le mentoring seront assurés par les coordonnateurs de façon continue, jusqu'à ce que l'unité atteigne sa pleine capacité opérationnelle (FOC - Full Operational Capability) de façon autonome. Il sera tenu compte des objectifs poursuivis par le commandement qui sera amené à participer aux évaluations selon des critères professionnels. Des Rendez-vous sur Objectifs (RVO) individuels ou collectifs pourront être prédéterminés pour rythmer la progression de l'unité.

R1 A9 : Élaboration d'un système d'évaluation pour déterminer les capacités opérationnelles de l'unité GAR-SI dans son acte constitutif (IOC) et dans l'achèvement du projet (FOC).

Il s'agit, à partir d'une première évaluation des capacités des personnels de l'unité d'évaluer la

G5 Sahel, le Tchad formera une unité prévôtale.

⁷ Décrets N° 621 et 622/PR/PM/2010 du 3 août 2010 portant révision des statuts de la Manufacture d'Équipements militaires, et portant réglementation de l'importation, de la fabrique et de la vente des tenues, galons et équipements spécifiques des forces armées et de sécurité et des paramilitaires.

progression de l'acquisition des connaissances et des compétences sous forme d'exercices pratiques ou de Rendez-Vous sur Objectifs (RVO) qui permettent de rythmer la formation et d'en maîtriser les délais. En fin de projet, les progrès réalisés pourront ainsi être mesurés et valideront la pleine capacité opérationnelle de l'unité.

R1 A10 : Élaboration d'une doctrine d'emploi et de directives d'organisation du GAR-SI.

L'étude juridique qui a été conduite propose un arrêté du ministre de la défense pour déterminer les compétences, les missions, l'organisation et le fonctionnement de cette nouvelle unité qui pourront au besoin être complétées par des directives internes pour en préciser les détails.

Les cadres et les formateurs relais du GAR-SI seront mis à contribution pour élaborer une doctrine et des méthodes de travail claires et concrètes sur la base des textes existants de la Gendarmerie nationale, pour renforcer l'appropriation du projet et la pérennité de l'unité. Au titre de rappel, il convient de préciser que la doctrine fixe les principes généraux d'emploi et les méthodes permettent de préciser comment les mettre en application.

Résultat 2 : L'interopérabilité entre les forces de sécurité intérieure du Tchad, mais également avec d'autres forces de défense et de sécurité du Tchad déployées dans le cadre d'opérations multilatérales (Force conjointe G5 Sahel, FMM, MINUSMA, FMTS) ainsi qu'avec celles des pays de la région est renforcée et la coopération transfrontalière est ainsi encouragée.

R2 A1 : Planification et mise en œuvre d'opérations conjointes du GAR-SI avec les forces policières et militaires nationales (interopérabilité interne).

Pour confirmer l'interopérabilité du GAR-SI avec les autres unités de gendarmerie ou d'autres forces de sécurité intérieure, il sera nécessaire d'organiser des opérations conjointes de contrôle de zones ou de flux de population. La participation du GAR-SI dans l'articulation d'un dispositif permettra de renforcer les contrôles avec une visibilité rassurante pour la population locale. Cela nécessitera la mise en place de Règles d'engagement (Rules of Engagement), suivant le droit international humanitaire.

R2 A2 : Planification d'opérations conjointes avec le GAR-SI du Niger et éventuellement avec les unités GAR-SI des autres pays bénéficiaires du projet pour développer l'échange d'informations relatives à la lutte contre toute forme de terrorisme (interopérabilité externe).

L'interopérabilité qui sera initiée par les autorités des pays, est aussi à conseiller avec le pays voisin qui dispose d'une unité identique, formée selon les mêmes règles et principes.

Cette coopération renforcera la poursuite de l'objectif commun, la lutte contre l'EIAO et de Boko Haram dans la zone du bassin de vie du Lac Tchad et la lutte contre toutes les formes de trafic, en particulier d'êtres humains.

Des opérations conjointes sur la zone frontalière avec le GAR-SI du Niger permettront de mettre en pratique toutes les mesures d'interopérabilité pour en confirmer le fonctionnement ou pour y apporter les aménagements nécessaires jusqu'à atteindre une complémentarité. Les premières mesures consisteront en la rédaction des protocoles de communications, de soutien et d'échanges d'informations entre les unités GAR-SI. Le fait de disposer de moyens compatibles, d'avoir reçu

une formation identique, de disposer d'une doctrine et de procédures opérationnelles similaires, et du modèle « gendarmerie » des unités, faciliteront énormément la collaboration au niveau régional.

La coopération transfrontalière entre les FSI sera ainsi encouragée, toujours sur initiative des pays concernés.

La conjonction des deux premiers résultats attendus doit nécessairement encourager les mesures à prendre pour assurer la pérennité du GAR-SI et conserver ses capacités opérationnelles sur le long terme.

L'interopérabilité externe est indispensable pour maintenir l'homogénéité et le caractère régional du projet GAR-SI.

4.6. Champ géographique

Parmi les zones d'actions possibles que propose le rapport de diagnostic

4.7. Groupes ciblés et bénéficiaires locaux

L'État tchadien, et plus précisément sa Gendarmerie, bénéficiera de l'action du GAR-SI en matière de lutte contre la délinquance en général, dans les zones d'intervention.

Les premiers bénéficiaires de l'action du GAR-SI doivent être les populations locales les plus exposées aux actions terroristes et à l'insécurité, pour les protéger mais aussi renforcer leur capacité de résilience par le maintien de leurs activités économiques. Les populations qui ont été déplacées et sont encore plus en situation de précarité doivent aussi être prises en considération.

Le retour de la confiance de la population devrait permettre d'obtenir de plus en plus de renseignements sur toutes les activités illicites, notamment celles de nature à perturber l'ordre social.

⁸ Le conflit de Boko Haram, particulièrement meurtrier dans la région du lac Tchad, a fait plus de 20 000 morts et 2,6 millions de déplacés depuis que le groupe extrémiste a pris les armes, en 2009.

4.8. Méthodologie et activités spécifiques

4.8.1. Méthodologie de mise en place du projet

La mise en œuvre du programme a été précédée d'une phase de diagnostic sur une durée de quatre mois au Tchad

La Phase de mise en œuvre aura une durée de 17 mois : la mise en œuvre du programme commencera après la phase de diagnostic, avec la signature du contrat, suite à l'approbation par le Comité de Pilotage du rapport de diagnostic et du plan d'action national.

L'approche adoptée pendant la phase de mise en œuvre a été élaborée en prenant en compte des résultats de la phase de diagnostic, afin d'adapter le GAR-SI au contexte et besoins nationaux.

4.8.2. Activités spécifiques

La phase de mise en œuvre est détaillée au fur et à mesure des activités à prévoir qui figurent ci-dessous.

Le rapport de diagnostic propose :

- La constitution d'une unité de 120 personnes;
- Sa création par l'amendement du décret⁹ d'organisation de la Gendarmerie Nationale, le GAR-SI ayant vocation à être placé directement sous l'autorité du DGGN (cf. tableau en fin de document);

Dans sa conception, le GAR-SI du Tchad, à l'instar des autres GAR-SI de la région du Sahel, sera conçu comme une unité militaire et policière, robuste (effectif porté à 120 gendarmes), flexible (articulée en 3 pelotons), mobile (équipée de véhicules et pouvant être déployée en tout point du territoire), multidisciplinaire (avec des compétences judiciaires, militaires, de lutte contre toutes formes de trafic, de protection des personnes et des biens, de protection de l'environnement) et autosuffisante (autonomie de fonctionnement et de vie en campagne). Il est ainsi en mesure de faire face à tout type de menace, en premier lieu par la négociation mais aussi quand c'est nécessaire, par la force (intervention toujours proportionnée), avec une puissance suffisante pour dissuader l'adversaire, l'interpeller ou le neutraliser.

Le GAR-SI se compose d'un groupe de commandement (staff), de 3 pelotons opérationnels, et de 3 équipes de spécialistes (Police Judiciaire, Renseignement, et logistique). Le commandement de l'unité par un officier supérieur doit être unique et autonome

⁹ Décret organique N°006/PR/MDPR/DNACVG du 15 janvier 1994

Après une sélection rigoureuse, dont les critères sont déterminés avec le commandement de la gendarmerie tchadienne, une formation des cadres et de formateurs-relais aura lieu à Logroño durant deux mois puis un mois au Tchad, pour qu'ils puissent à leur tour former leurs subordonnés au Tchad durant deux autres mois. Un autre mois sera consacré à la formation des équipes de spécialistes (PJ, renseignement, protection de l'environnement, trafics illicites et maintenance).

L'ensemble des personnels sera aussi formé en secourisme d'urgence, ou TCCC (Tactical Combat Casualty Care) pour qu'ils puissent assurer le secours d'urgence des blessés en opération mais aussi porter secours aux populations locales.

4.8.3. Missions

Les missions principales du GAR-SI sont soulignées par son sigle même : Surveillance et Intervention, qui constituent l'essence même du rôle de la gendarmerie. Ces missions seront toujours menées dans un esprit de service public et dans le respect des droits de l'Homme, du droit international humanitaire et du code de déontologie. La lutte anti-terrorisme est une priorité nationale, et s'inscrit plus largement dans le contexte de la montée en puissance de la Force Conjointe G5 Sahel (mandat des Nations unies).

Une mission d'une ONG indépendante sera chargée de veiller au respect des droits de l'Homme et du droit international humanitaire. Tout constat de non-respect des droits de l'Homme (Déclaration Universelle des droits de l'Homme, Pacte international relatif aux droits civils et politiques, Charte Africaine des droits de l'Homme et des peuples), mais aussi du droit international humanitaire (Conventions de la Haye et de Genève) et du code de déontologie de la gendarmerie impliquera la suspension immédiate du projet. Le respect de ces obligations absolues fera l'objet d'une attention constante de la part des bailleurs de fond. Des formations spécifiques et continues dans le domaine des droits de l'Homme, du droit international humanitaire, de la déontologie, de la gestion de la migration, et du genre seront dispensées tout au long du projet dans le but de prévenir les exactions contre les populations. Ces formations seront accompagnées d'un dispositif de suivi de l'impact du projet par le biais d'enquêtes de perception.

Le Conseil National des Droits de l'Homme (CNDH) a justement dans ses attributions la mission de contrôler le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, récemment précisés par la loi organique du 29 octobre 2018.

Des actes de mauvais traitement et d'esclavagisme de la population ont été dénoncés par la presse le 31 octobre et l'intervention du CNDH est sollicitée. Une enquête judiciaire est ouverte pour identifier les auteurs. Il ne doit pas être traité par la

Dans sa dimension SURVEILLANCE (action essentiellement préventive), le GAR-SI peut être un capteur d'informations de toute nature s'il dispose toutefois d'instructions dans ce domaine (plan de recherche du renseignement, évaluation des besoins en informations).

Missions préventives : fonction de police de proximité par des patrouilles, contact avec la

population, avec les autorités locales (politiques, administratives, religieuses ou coutumières), déploiement opérationnel pour un contrôle ou fermeture de zone, ratissages, opérations d'étanchéité des frontières, etc.

Dans sa dimension INTERVENTION (action essentiellement répressive sur le plan judiciaire), le GAR-SI assume des missions réactives :

Le GAR-SI pourrait aussi apporter un concours ponctuel aux groupes d'enquêtes judiciaires constitués pour lutter contre un phénomène criminel et permettre d'aboutir plus rapidement ou plus en sécurité, ou en soutien/appui des unités territoriales sur un événement particulier (complémentarité).

Pour l'exécution de ces missions, le cadre d'emploi d'usage des armes doit être en particulier déterminé pour le GAR-SI, même s'il est rattaché à la Gendarmerie Nationale pour laquelle ces dispositions sont déjà prévues.

Eu égard à la diversité des missions qu'il est en mesure d'exécuter (lutte contre le terrorisme, la criminalité organisée, les trafics d'êtres humains, de stupéfiants, d'armes, protection de l'environnement, et contrôle des frontières), le GAR-SI est tout à fait multidisciplinaire, voire interministériel du fait qu'il peut agir dans tous les domaines militaires, administratifs et surtout judiciaires, grâce à ses équipes de spécialistes.

Quelle que soit sa mission, le GAR-SI se distinguera par sa complémentarité avec les unités de gendarmerie locales ou d'intervention. Sur le plan hiérarchique, il est directement subordonné au DGGN afin qu'il ne dépende d'aucune direction ou subdivision d'arme, pour conserver toute son autonomie de commandement

4.8.4. Moyens

Cette unité disposera de véhicules adaptés (robustesse, rusticité) au terrain particulier du Tchad pour conserver une grande **mobilité** dans l'espace et dans le temps (durabilité).

L'unité disposera aussi de moyens de subsistance alimentaire suffisants pour une dizaine de jours « hors garnison » et pour l'ensemble des effectifs.

La maintenance des véhicules mais aussi la possibilité de disposer suffisamment et régulièrement de carburant sont aussi des conditions essentielles. À cet effet, le GAR-SI sera doté d'une citerne, faute de pouvoir trouver un distributeur partout sur le territoire, de telle sorte qu'il conserve son autonomie totale et ses capacités opérationnelles.

Tout constat d'utilisation abusive ou de détournement à d'autres fins que leur usage professionnel des matériels mis à disposition du GAR-SI impliquera la suspension immédiate du projet. Le respect de ces obligations absolues fera l'objet d'une attention constante de la part des bailleurs de fond.

4.8.5. Couverture territoriale

Par sa composition du niveau d'un escadron, le GAR-SI peut couvrir une zone suffisamment étendue tout en évitant une trop large dispersion. L'intérêt est surtout de l'employer successivement sur des secteurs réduits pour obtenir un effet de masse immédiat. Son autonomie d'action mais

également son autosuffisance matérielle l'amèneront à opérer dans les zones les plus reculées, à la rencontre des habitants, même s'ils ne sont pas nombreux, dans le but de les rassurer et d'en obtenir des renseignements fiables. Par sa compétence judiciaire nationale, le GAR-SI pourra intervenir en n'importe quel point du territoire tchadien.

R1. La capacité opérationnelle – préventive et réactive – des forces de sécurité nationales est renforcée à travers l'établissement d'une Unité GAR-SI (Groupe d'Action Rapide – Surveillance et Intervention)

<i>Activités</i>	<i>Chronologie</i>	<i>Mis en œuvre par</i>	<i>Bénéficiaires ciblés</i>	<i>Méthodologie utilisée pour sélectionner les bénéficiaires</i>
<u>R1.A1</u> : Mise à niveau du cadre juridique adéquat : deux phases.	Analyse et proposition pendant le diagnostic, étude et constitution pendant la mise en œuvre	Expert juridique		NA (not applicable)
<u>R1.A2</u> : Rédaction des plans de sélection et mise en œuvre.	Dès la signature du contrat.	Direction projet, 2 experts et Coordonnateurs avec POC gendarmerie.		Définir les profils des candidats, élaborer un processus de sélection.
<u>R1.A3</u> : Rédaction des plans de formation.	Les plans de formation sont déjà prêts.	Direction projet, 2 experts et Coordonnateurs avec POC gendarmerie.		Épreuves de sélection à la charge DGGN.
<u>R1.A4</u> : Formation des cadres et les formateurs-relais.	Logistique pour les voyages A/R en Espagne et séjour 2 mois à Logroño 1 mois au Tchad.	FIIAPP et direction du projet, école Guardia Civil 4 experts.		Epreuves de sélection à la charge de la DGGN.
<u>R1.A5</u> : Formation de base.	2 mois au Tchad .	Direction Projet 6 experts +les 12 formateurs relais tchadiens.		Sélection par DGGN.
<u>R1.A6</u> : formation des spécialistes.	3 semaines pour le module PJ, 2 semaines pour les autres formations spécialisées (PJ, Rens, Trafics illicites, environnement. et Logistique).	Direction Projet 11 experts +les 12 formateurs relais tchadiens.		Sélection par DGGN.
<u>R1.A7</u> : Achats et livraison de matériel et équipement.	Après les COPIL national et au plus tôt (délais des appels d'offres conformes aux	Direction projet, Coordonnateurs, partenaire		Désignés par la DGGN.

	procédures de l'UE).				
R1.A8 : élaboration d'un système de mentoring pilotage suivi/recommandations de l'unité.	Dès la fin de la formation et jusqu'à ce que les personnels aient acquis sa pleine capacité opérationnelle.			L'ensemble du GAR-SI.	Accompagnement des cadres, des formateurs relais et des chefs des équipes spécialisées.
R1.A9: Élaboration d'un système pour évaluer les capacités opérationnelles de l'unité GAR-SI.	Dans son acte constitutif (IOC) dès la fin de la formation des personnels - et dans l'achèvement du projet (FOC) après quelques mois d'activité.			L'ensemble du GAR-SI.	Évaluation à chaque niveau de responsabilité (commandement, Cdt de Peloton, chefs de groupes, chef d'équipes spécialisées.
R1.A10 : élaboration d'une doctrine d'emploi et des directives d'organisation du GAR-SI.	Pendant la phase de formation des cadres et formateurs relais.			Commandement de la Gendarmerie.	NA.

R 2 : L'interopérabilité entre les forces homologues (unités GAR-SI) des pays concernés est améliorée et la coopération transfrontalière est ainsi encouragée.

<i>Activités</i>	<i>Chronologie</i>	<i>Mis en œuvre par</i>	<i>Bénéficiaires ciblés</i>	<i>Méthodologie utilisée pour sélectionner les bénéficiaires</i>
R2.A1 : Planification et mise en œuvre d'opérations conjointes avec les forces policières et militaires nationales.	Dès la mise en œuvre du GAR-SI.		GAR-SI et FSI (vérifier l'interopérabilité)	Choix d'une zone limitrophe - information préalable des différentes unités.
R2.A2 : Planification d'opérations conjointes avec le GAR-SI du Niger Recueillir, transmettre et échanger toute information relative à la lutte contre toute forme de terrorisme.	Après 3 mois de mise en œuvre pour les deux GAR-SI du Tchad et du Niger.		FSI et unités GAR-SI du Tchad et du Niger, (vérifier l'interopérabilité)	Après l'initiative et entente commune par les autorités concernés, choix d'une zone frontalière, avec des mesures de sécurité, + éventuellement, Prise de contact direct des unités.

5. Actions complémentaires et coordination

Le GAR-SI, dont la conception repose sur la création d'une nouvelle unité spécialisée prendra toute sa place dans l'architecture globale des dispositifs déjà existants. Il contribuera au développement de la Gendarmerie Nationale avec une importante visibilité par son placement sous l'autorité directe

du DGGN. Ses résultats positifs renforceront la crédibilité de l'action de la Gendarmerie dans son ensemble, justifiant qu'elle bénéficie du soutien des autorités de l'État.

Le GAR-SI sera mis en œuvre en parfaite synergie avec tous les programmes d'appui ou projets en cours liés à la sécurité intérieure. Dans ce cadre, des contacts fréquents entre les différents responsables et directeurs de projet ont déjà permis des échanges fructueux avec les coordonnateurs du GAR-SI.

Sur le plan national, le Tchad bénéficie de programmes d'appui de l'Union Européenne dans le domaine de la sécurité financés par le Fonds Fiduciaire d'urgence pour le Sahel (FFU), par le Fonds Européen de Développement (FED) et par l'Instrument contribuant à la Stabilité et à la Paix (IcSP) :

- **SECUTCHAD: Programme d'Appui à la formation et à la sécurité publique au Tchad** (T05-EUTF-SAH-TD-05 SECUTCHAD - 10 millions d'EUR - FFU - mis en œuvre par COGINTA). L'objectif global de cette action est de contribuer à la sécurité intérieure du Tchad, en améliorant l'offre quotidienne de sécurité et les relations entre les forces de sécurité intérieure et la population. Son objectif spécifique est de renforcer les capacités des forces de sécurité intérieure à assurer leur mission au quotidien et à dialoguer avec la population. L'effort se concentre le long du fleuve Chari jusqu'au nord du Lac Tchad, zone marquée par une forte instabilité et une grande fragilité dues aux activités terroristes menées par l'EIAO. La gendarmerie porte son effort dans ce secteur par l'implantation de nouvelles unités et l'augmentation des effectifs, mesures accompagnées par le projet SECUTCHAD. La présence des forces de sécurité dans cette zone sera renforcée.

- **PRODECO¹⁰** (T05-EUTF-SAH-TD-06-01 - 23 millions d'EUR – FFU – mis en œuvre par un consortium d'ONG sous leadership de HI). Il s'agit d'un programme d'appui au déminage, au développement et à la protection sociale des personnes vulnérables, qui concerne surtout la partie nord et frontalière avec la Libye pour dépolluer et sécuriser les terres ;
- **SECGEF Sécurité et Gestion des Frontières (2018)** (10 millions d'EUR – FFU – Appui budgétaire): Cette action vise le soutien à l'amélioration des institutions pertinentes de l'Etat tchadien en matière de sécurité et de gestion des frontières au travers d'un contrat d'appui budgétaire de 24 mois. Celui-ci cible notamment l'amélioration de la gouvernance macroéconomique et financière publique ainsi que le renforcement des structures institutionnelles des FSI en apportant des moyens supplémentaires en vue de les rationaliser et garantir leur durabilité, et d'autre part, d'entamer une réflexion plus stratégique sur la gestion des frontières.
- **FRONTCHAD** (IcSP/2016/365-912 – 3,5 millions EUR – IcSP – Mis en œuvre par COGINTA): L'UE, à travers le programme FRONTCHAD appuie la mise en place opérationnelle d'une Compagnie de Sécurité Nautique, et vise ainsi à améliorer la sécurisation des frontières fluviales et lacustres de Bongor au Lac Tchad.
- **PAASIT : Programme d'Appui à l'Amélioration de la Sécurité Intérieure au Tchad** (20 millions d'EUR – 11^{ème} FED). L'action, sur une durée de 4 ans, vise à dissiper le climat général d'impunité et d'insécurité, par la réforme des institutions de sécurité et un cadre opérationnel qui renforce la synergie entre les 3 FSI, dans le nexus sécurité-développement.

Le projet GAR-SI sera en mesure d'apporter sa contribution et sa complémentarité à tous ces programmes touchant à la sécurité, les différents objectifs ou actions recherchés ayant de façon transversale un lien direct avec les missions traditionnelles de la gendarmerie que cette unité spécifique sera en mesure de remplir.

6. Hypothèses et risques

Il s'agit d'identifier les conditions de réussite du projet mais également de prendre en considération les risques d'échecs relatifs à la situation du pays et à ses évolutions.

Hypothèses de réussite	Risques d'échec	Niveau	Mesure d'atténuation, parades
Un engagement politique au plus haut niveau des autorités tchadiennes.	L'Etat tchadien ne s'engage pas suffisamment ou ne donne pas les moyens matériels et financiers à la DGGN pour soutenir le GAR-SI.	Elevé	L'Etat tchadien s'est fortement impliqué dans la lutte contre le terrorisme par une forte participation dans la force multinationale ou la force conjointe du G5 Sahel. Un courrier d'engagement formel de l'Etat à prendre en charge les frais de fonctionnement du GAR SI conditionne le lancement du projet.
Risque d'un usage disproportionné de la	Les populations dans les zones d'intervention	Elevé.	Utilisation du code de déontologie comme référence commune de toutes

force.	souffrent des actions du GAR-SI. La population ne s'implique pas. La gendarmerie est discréditée.		<p>les actions et formations adéquates.</p> <p>Rôle de l'inspection générale de la DGGN (en cours de création et formation avec le soutien de la France)</p> <p>Rôle du CNDH et des magistrats.</p> <p>Des formations spécifiques et continues dans le domaine des droits de l'Homme, du droit international humanitaire, de l'éthique et de la déontologie, de la gestion de la migration, et du genre seront dispensées tout au long du projet dans le but de prévenir les exactions contre les populations. Ces formations seront accompagnées d'un dispositif de suivi de l'impact du projet par le biais d'enquêtes de perception.</p> <p>Sanctions du règlement militaire sur la discipline générale pouvant conduire à la radiation des cadres.</p>
La réputation de l'UE risque d'être mise en jeu dans un contexte de réduction de l'espace de certains droits et libertés fondamentaux, ainsi que la gestion des finances publique.	L'image de l'UE et de ses valeurs, ainsi que sa position en tant que soutien au développement et à la population se dégradent.	Elevé	<p>Une attention particulière sera accordée à cette thématique dans le cadre du dialogue politique avec les autorités tchadiennes (y inclus Dialogue Politique Art. 8). Par ailleurs, cette action se veut complémentaire à d'autres programmes financés par l'UE qui adressent cette thématique de façon plus large, y compris en termes de formations.</p> <p>La communication autour du projet devra être extrêmement bien calibrée, porter sur le nexus sécurité-développement, sur l'importance attachée au respect des droits de l'Homme, du droit international humanitaire et du code de déontologie par le GAR-SI.</p> <p>En cas extrême (notamment le non-respect des Droits de l'Homme, ou du droit international humanitaire par le GAR-SI ou encore l'utilisation abusive ou à des fins non professionnelles du matériel), l'UE peut décider unilatéralement d'invoquer la suspension du programme aux titres de l'Article 7 des conditions particulières et de l'Article 26 des Conditions Générales de la Convention de Financement.</p>
Le renforcement		Moyen	Le dialogue entre les forces de

sécuritaire encourage les échanges et activités économiques, le commerce, la circulation des biens et marchandises, etc.			sécurité et la population contribue à la création d'un équilibre entre sécurité et développement.
Une participation active de la Gendarmerie Nationale pour garantir l'appropriation locale.	La DGGN ne s'engage pas suffisamment et ne cherche pas à s'approprier le projet.	Faible	La gendarmerie, à travers son représentant (PoC) s'est déjà bien impliquée dans la préparation du projet.
Risque de limitation des budgets de fonctionnement des FSI	La DGGN ne dispose pas des fonds suffisants pour payer ses effectifs et fournir les moyens de fonctionnement adéquats, y compris le carburant.	Elevé	Mise en place d'un dialogue politique: La question de la répartition des frais pour l'opérationnalisation du GARSI entre le Projet et l'Etat est une préoccupation centrale, d'autant plus dans un contexte économique sous pression.
Un cadre législatif et réglementaire adéquat contribuant à la durabilité de l'action.	Les travaux législatifs ou réglementaires pour la création du GAR-SI ne sont pas réalisés ou prennent du retard.	Modéré	Une décision au plus haut niveau de l'Etat, eu égard aux engagements au sein même du G5 Sahel, doit conduire à donner des instructions pour élaborer rapidement ces textes.
	Le décret de création de l'Unité n'est pas publié à la fin des formations.	Faible	La Gendarmerie présentera au Ministre de la Défense un projet de décret interministériel portant création, organisation et fonctionnement du GAR-SI. Pendant le Comité de pilotage les autorités devront s'engager à approuver le décret avant la fin de la formation des personnels-cadres.
Les réussites opérationnelles du GAR-SI donnent du prestige à la Gendarmerie, et démontrent son efficacité dans la lutte contre le terrorisme, le crime organisé, les migrations illégales.	Face à une carence ou une pénurie de moyens, le GAR-SI ne peut pas exercer dans toute la plénitude de ses missions.	Elevé	Les succès des GAR-SI des autres pays du Sahel ne peuvent que susciter l'émulation et l'engagement des personnels du GAR-SI tchadien. Cela relève aussi des exigences des autorités tchadiennes dans ce même but.
Les personnels sélectionnés sont qualifiés et opérationnels.	La sélection des personnels prend du retard et les critères de sélection ne correspondent pas aux véritables besoins. Y compris le critère linguistique en lien avec la mission du GAR-SI auprès des populations locales dans la zone de déploiement concernée.	Faible	La gendarmerie dispose de suffisamment de personnels bien formés (en IP notamment) et les corrections nécessaires seront opérées par les formateurs-relais.
La DGGN dispose de suffisamment de personnels « ressources GAR-SI » au sein de ses unités pour palier à toute	Une partie du personnel ne donne pas satisfaction ou ne vient pas suivre la formation complémentaire ou "disparaît" (mutations) à la fin du projet, mettant en	Modéré	L'Etat tchadien doit veiller au versement des salaires et des primes spécifiques. Un intéressement financier sous forme de primes doit être mis en place pour compenser les efforts liés à

défection.	échec la constitution même du groupe.		l'engagement, aux risques encourus, à l'éloignement des familles, l'impossibilité de mutation ou transfert pendant 3 ans permet au GAR-SI de bénéficier des ressources humaines adéquates etc.
La sélection des matériels garantit leur qualité et les commandes sont réalisées dans les temps impartis.	Les matériels ne sont pas sur le terrain au moment de la formation.	Modéré	Les engagements des fournisseurs doivent être tenus mais évidemment surveillés.
	Les matériels prévus pour le GAR-SI sont détournés au profit d'autres unités ou d'autres utilisations que celle prévue.	Elevé	Une surveillance comptable stricte des matériels affectés doit être opérée dès leur attribution.

Pour parer à d'éventuelles difficultés dans la mise en œuvre du projet et pour aider les coordinateurs à trouver des mesures d'atténuations ou des parades au regard des risques identifiés ou non dans le tableau ci-dessus, un assistant-facilitateur ou représentant national local pourra être recruté. Il devra à cet effet, être en mesure de faire l'interface avec les diverses autorités et connaître parfaitement le fonctionnement des institutions pour apporter une réelle plus-value au déroulement du projet, en plus des Points Focaux traditionnels.

Il pourra être sélectionné suivant ce profil selon les procédures habituelles de la FIIAPP en matière de passation de marchés.

7. Questions transversales

Outre son apport important en termes de sécurité intérieure, le GAR-SI aura un impact plus ou moins conséquent sur quelques questions transversales telles que les droits de l'homme et le respect des droits humains et de la personne humaine dont le genre, la protection de l'environnement et les relations avec l'institution judiciaire.

Par la formation morale et professionnelle, le personnel du GAR-SI se doit d'observer un comportement exemplaire à l'égard de la population qu'elle est chargée de protéger, notamment les personnes les plus vulnérables (femmes, enfants, réfugiés, déplacés, migrants) mais également à l'égard de tout justiciable. C'est pour cette raison que seront mis en place des modules de formation spécifique sur les droits de l'homme, le respect de la personne humaine dans toutes circonstances, même en cas d'arrestation du pire criminel, le droit international humanitaire ou droit des conflits armés.

La constitution de la IVème République, promulguée le 4 mai 2018 qui rappelle l'attachement à ces valeurs mais également le récent code de déontologie feront dans le cadre de la formation l'objet d'explications pédagogiques. L'Etat tchadien a fait de grands progrès dans le domaine des droits de l'homme à travers l'existence d'un ministère (Ministère de la Justice, garde des Sceaux, chargé des Droits Humains) et de délégations régionales chargées de cette question, de l'existence d'une commission nationale des droits de l'homme (titre IX de la constitution). Sur le genre, des dossiers relatifs à des pratiques coutumières ont connu des progrès.

Pour souligner le caractère de gravité de tout manquement aux droits de l'homme, la nouvelle constitution l'assimile de façon très dissuasive à un acte de haute trahison qui doit être réprimé comme tel.

Ces progrès ne peuvent cacher les réalités, malgré plusieurs cas de sanctions exemplaires ces derniers mois, tant qu'une prise de conscience collective ne sera pas suffisamment forte.

L'avènement de la IV^{ème} République, précédée d'un forum national inclusif (du 19 au 27 mars) avec toutes les forces vives de la Nation, marque la volonté de l'Etat de renforcer la démocratie, de développer la bonne gouvernance et de lutter contre ses insuffisances et la corruption par des réformes ambitieuses.

Le GAR-SI renforcera la présence de l'Etat dans le secteur qui lui sera confié et contribuera à la lutte contre toutes les dérives liées à l'exercice arbitraire de l'autorité.

Sur la question du genre, la considération de la femme dans la société doit encore progresser. La présence de 9 femmes au sein du nouveau gouvernement, soit près du tiers, ne peut qu'encourager l'influence sociale des femmes,

Pour développer l'égalité des sexes, qui est un droit fondamental de la personne humaine, un fondement de la justice sociale et une nécessité économique, l'accès des personnels féminins au GAR-SI sera favorisé, comme cela devrait être le cas dans les autres unités de la Gendarmerie et de la Police Nationale. Même si cela constitue quelques difficultés matérielles pour l'organisation de la vie en campagne et malgré la spécificité de ses missions et l'éloignement des zones d'emploi envisagées, la plus-value sera importante, notamment en termes de contact avec la population, de prise en compte des victimes féminines notamment en matière d'infractions sexuelles, pour la gestion des conflits, voire pour les enquêtes judiciaires (nécessité de fouilles à corps sur la gent féminine par une personne du même sexe).

La DGGN pourra préciser cette possibilité d'accès au personnel féminin dans son message d'appel à volontaires.

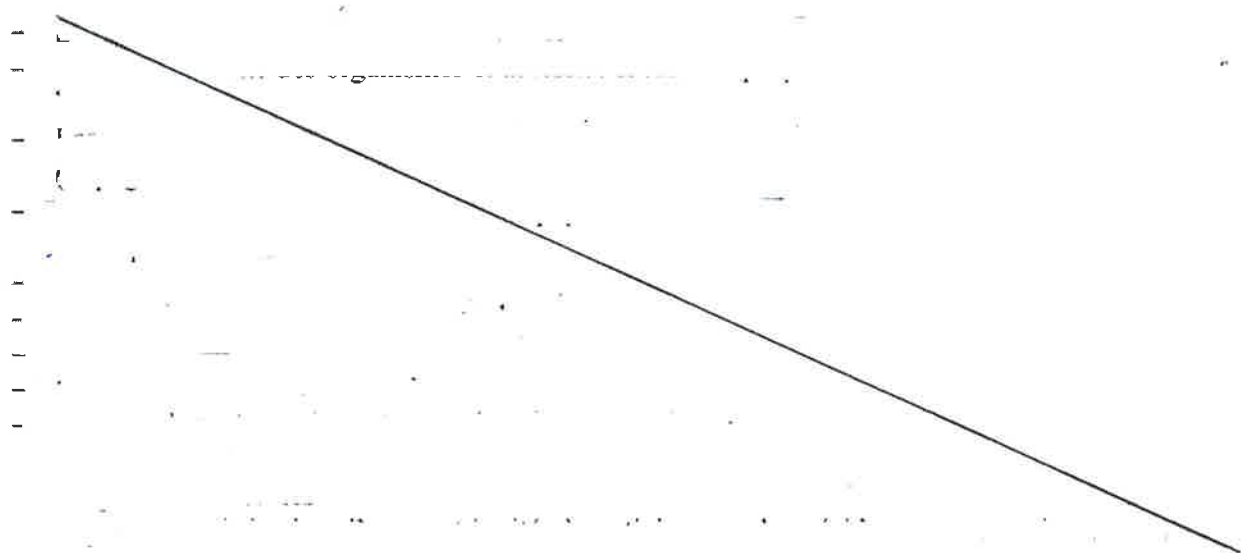
La question de l'environnement mérite d'être traitée au cours de la formation des personnels du GAR-SI pour les sensibiliser sur les risques des atteintes à l'environnement et leur impact sur les conditions de vie sur le plan sanitaire et de développement de la population sur le plan économique.

Une formation spécifique sur la protection de l'environnement sera dispensée aux personnels du GAR-SI du Tchad, pays où l'exploitation sauvage et anarchique des ressources aurifères, source de conflits locaux, est un enjeu national qui pourrait devenir régional. Parmi la préservation des ressources naturelles, la qualité de l'eau pourrait devenir une priorité de santé publique à laquelle les personnels de la gendarmerie doivent être sensibilisés dès à présent. Le pays compte quatre parcs nationaux (Zakouma, Manda, Aouk et Goz Beïda) et de nombreuses réserves. Cela marque tout l'intérêt qu'il porte à la préservation des écosystèmes présents sur son territoire et la compétence judiciaire nationale de la gendarmerie est une plus-value pour la lutte contre toute forme de braconnage et d'atteinte à ces écosystèmes.

L'une des principales plus-values du GAR-SI est sa capacité d'intervention judiciaire avec son équipe spécialisée dans ce domaine (PJ), avec une compétence nationale. De fait, le GAR-SI va renforcer avec ses enquêteurs le corps de police judiciaire récemment créé par la nouvelle constitution (chapitre V).

8. Gouvernance de l'action

La gouvernance de l'action est assurée sous la forme d'un Comité de Pilotage (COPIL) co-présidé par un haut représentant des autorités nationales tchadiennes et un représentant de la Délégation de l'UE, auquel seront associés :



Ce Comité de pilotage a vocation à se réunir deux fois par an, ou après chaque étape déterminante (acquisition des matériels et équipements, formation, IOC, FOC) pour décider des orientations du projet localement, en liaison avec le comité de pilotage général de l'ensemble des 6 pays concernés par le projet.

Un texte réglementaire déterminera la composition et les modalités exactes de fonctionnement du comité de pilotage en accord avec la DUE.

Un comité de suivi opérationnel (CSO) pourra éventuellement précéder le comité de pilotage afin d'en préparer le déroulement et de proposer les décisions de pilotage nécessaires. Il est destiné à étudier les aspects purement opérationnels du projet et de présenter les difficultés rencontrées et les mesures correctives pour les régler.

Sa composition correspond à une formation restreinte du COPIL avec les autorités et représentants du projet directement concernés par le ou les problèmes opérationnels posés.

9. Structure de gestion

En ce qui concerne le projet, le gestionnaire administratif et financier qui a été désigné est la FIIAPP (Fondation Internationale Ibéro-américaine pour l'Administration des Politiques Publiques – Fundación Internacional y para Iberoamerica de Administración y Políticas Públicas). Toute la partie opérationnelle est gérée par la direction du projet assurée par la Guardia Civil, qui est assistée d'une équipe d'experts de cette arme.

En ce qui concerne le GAR-SI Tchad, dès lors qu'il entrera en fonction, le commandant du GAR-SI disposera pour la gestion de l'unité, d'un groupe de commandement, qui bénéficiera de l'appui

administratif des directions RH, Organisation et Emploi de la DGGN, à qui il rendra compte chaque semaine des résultats de son activité. Le groupe de commandement doit gérer le quotidien, tandis que les directions de la DGGN doivent le soutenir sur le long terme, au besoin en désignant un référent GAR-SI.

10. Localisation

Dans la phase initiale du projet, la première partie de la formation des cadres et des formateurs-relais se déroulera durant deux mois à Logroño où se trouve le centre de formation de la Guardia Civil. C'est la seule action du projet qui se déroulera à l'extérieur du Tchad.

La suite de la formation des personnels du GAR-SI se déroulera pour partie à l'école de la gendarmerie _____, avec l'appui financier de la Délégation de l'Union européenne, en fonction des activités de formations et des options souhaitées par la Direction de la Gendarmerie.

Le bureau des coordonnateurs du projet : _____

Les activités opérationnelles du GAR-SI seront mises en œuvre dès la fin de la formation dans les zones d'actions proposées et en fonction des priorités du Directeur Général de la Gendarmerie Nationale,

11. Équipements et coût opérationnels

Équipements :

La liste des matériels et équipements est communiquée en pièce jointe (annexe I.3).

Coûts opérationnels :

Les coûts opérationnels récurrents sont à la charge de l'État tchadien. Ils ne peuvent être précisés en détail, car ils dépendent directement du choix du lieu d'emploi de l'unité GAR-SI, notamment pour son déploiement à partir de la capitale, et également du type (dominante statique ou dynamique) et de la durée des missions qui lui seront confiées. Un engagement formel de l'Etat tchadien sur la prise en charge de ces coûts opérationnels récurrents, gage de pérennisation du projet est un préalable à la signature du contrat et au démarrage des opérations. Il pourrait se traduire par la création d'une ligne budgétaire spécifique dans la Loi de finances annuelle pour les dépenses fonctionnelles et opérationnelles du GAR-SI, en tenant compte du choix du ou des lieux d'emploi de cette unité spécialisée.

12. Parties prenantes

L'Union européenne, représentée au Tchad par sa Délégation, joue un rôle déterminant en partenariat avec le consortium des 4 pays européens qui participent directement à la réalisation du projet : l'Espagne, chef de file, avec la Guardia Civil à qui la direction du projet a été confiée, la France, avec la gendarmerie nationale avec le concours de CIVIPOL Conseil, l'Italie avec l'arme des carabinieri et le Portugal avec la Guarda Nacional Republicana qui mettent à disposition leurs experts pour assurer les fonctions de coordonnateurs et de coordonnateurs adjoints dans chaque pays bénéficiaire.

Pour la partie financière et administrative, le directeur du projet s'appuie sur la FIIAPP et dispose

d'une équipe d'appui logistique et opérationnel de la Guardia Civil.

Pour la partie tchadienne, le projet est réalisé en étroite collaboration avec la DGGN. Le point focal de la gendarmerie, bénéficiaire du GAR-SI a été le plus fréquemment consulté.

13. Durabilité

Il appartient aux autorités tchadiennes de décider sur le long terme, comment le GAR-SI doit être intégré dans l'architecture de la gendarmerie.

Pour que le GAR-SI puisse fonctionner normalement, il est nécessaire de disposer d'une ressource en personnel suffisante pour pourvoir aux remplacements. Dans un premier temps, il convient de prendre des mesures de gestion adéquates.

À l'instar des résultats obtenus par le Sénégal et la Mauritanie, le GAR-SI du Tchad justifiera rapidement des résultats similaires, ne serait-ce que par la force de dissuasion d'une capacité de police judiciaire.

Tant que le commandement de la gendarmerie et à travers lui l'État tchadien assurera le soutien opérationnel du GAR-SI et la prise en charge des coûts opérationnels récurrents, il n'y a aucun doute qu'il pourra assurer toutes les missions qui lui seront confiées.

L'objectif de stabilisation durable ne peut être atteint que par la mobilisation des populations locales et de l'ensemble des forces locales de sécurité intérieure,

La DGGN sera encouragée à maintenir après le départ des coordonnateurs à la fin de la mise en place du projet les relations avec les autres chefs de projet pour poursuivre une collaboration utile.

14. Monitoring (monitorage, surveillance) et évaluation (mesure de l'activité)

Un processus de suivi et d'évaluation du projet GAR-SI sera mis en place. Ceci est d'autant plus nécessaire qu'il faut assurer l'accompagnement de sa mise en œuvre jusqu'à son appropriation complète.

Les coordonnateurs du projet auront donc la charge d'assurer le suivi quotidien des opérations successives ou concomitantes des différentes phases de réalisation jusqu'à son terme.

Le premier volet d'accompagnement est le suivi technique et financier pour observer scrupuleusement le cahier des charges qui sera imposé par l'équipe technique de la direction du projet et de la FIIAPP qui est son organe de soutien administratif et financier.

Le second volet est le suivi de la formation des personnels, pour s'assurer de la qualité des personnels recrutés et de l'acquisition des connaissances et des techniques d'intervention professionnelles, notamment des cadres qui seront amenés à prendre des décisions.

Ce suivi se concrétisera lors des sessions du Comité de Pilotage qui se réunira biannuellement (COPIL). Les réunions seront précédées ou suivies de Comités de Suivi Opérationnels (CSO), si nécessaire.

Le Directeur du Projet sera responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre d'une stratégie/méthodologie de suivi du projet (Monitoring and Evaluation Plan), conformément aux critères établis en accord avec la DUE. Il sera aussi en charge de la mise à jour du cadre logique, y compris en termes d'indicateurs de suivi.

Deux évaluations externes conduites par des experts indépendants seront réalisées : une à mi-parcours et l'autre à l'issue de la phase de mise en œuvre. Les Termes de Référence seront élaborés et formalisés avec l'appui d'une expertise court terme spécialisée et en accord avec la Délégation de l'Union européenne.

15. Rapports (Rapportage, comptes rendus)

A l'issue du COPIL, les coordonnateurs proposeront en lien avec la Direction du projet et la DUE, un rapport pour acter les résultats et décisions prises, finaliser et/ou poursuivre la collecte des données nécessaires à la mise en œuvre du projet et proposer des solutions aux difficultés ou problèmes rencontrés ou à prévoir, (en plus du plan de travail et plan de visibilité révisés).

Les coordonnateurs ont prévu de fournir à la Direction du Projet et à la DUE des points de situation réguliers sur l'état d'avancement du projet et sur les progrès réalisés sous la forme :

- De mises à jour des indicateurs du cadre logique (trimestrielles).
- De rapports synthétiques à la fin de chaque activité clé du projet.
- D'un rapport annuel.

À la fin de la période de mise en œuvre, les coordonnateurs, en liaison avec les experts de la FIIAPP fourniront un rapport final, narratif et financier à la DUE et à la Direction du projet.

16. Communication et visibilité

La communication et la visibilité de l'UE est une obligation légale de transparence pour toutes les actions extérieures de coopération financées par l'UE. Elle doit être assurée tout au long de la mise en œuvre de l'action, y compris auprès des médias (« bien faire et le faire savoir »). Néanmoins, la confidentialité de certaines activités peut conduire à des arrangements spécifiques limitant leur circulation et l'information sur le sujet.

L'autorité contractante est la délégation de l'UE concernée. Elle sera régulièrement consultée préalablement et impliquée pour la conception et la mise en œuvre des activités de cette action, y compris en ce qui concerne les événements de visibilité et réunions.

Le contrat signé entre la délégation de l'UE et la FIIAPP prévoit un plan de communication et de visibilité (art. 8 des Conditions générales et annexe VII de la convention). Il doit être révisé et mis à jour au cours des trois premiers mois de la mise en œuvre de l'action, conformément au manuel de communication et visibilité pour l'action extérieure de l'Union européenne¹¹, ainsi qu'avec d'autres instructions fournies par l'autorité contractante au cours de la mise en œuvre de l'action.

Le Projet GARS-SAHEL dispose d'un Plan de Communication et Visibilité pour l'ensemble des six pays bénéficiaires du Projet. Les actions de communication et de visibilité indiquées ci-dessous seront imputées au budget du Projet au Tchad.

La mise en œuvre du GAR-SI au Tchad doit être accompagnée d'une action de communication qui sera assurée par les coordonnateurs du GAR-SI Tchad en associant étroitement et anticipativement la délégation de l'UE, ainsi que les autorités locales dans le plus total respect de la souveraineté nationale.

Il s'agira d'informer les partenaires et la population tchadienne en général et la population bénéficiaire dans la zone d'intervention en particulier :

- De la création du GAR-SI.
- Des engagements politiques justifiant la constitution de cette unité spécialisée.
- De l'appropriation du GAR-SI par la gendarmerie nationale.
- Des premiers résultats et de l'impact des activités du GAR-SI sur la sécurité de la population.
- De sensibiliser les autorités administratives et coutumières sur le rôle du GAR-SI et sur ce qu'elles sont en droit d'attendre de ses activités.

¹¹ (https://ec.europa.eu/europeaid/sites/devco/files/communication_and_visibility_manual_en_0.pdf)

Il s'agira aussi de communiquer sur les événements officiels qui vont chronologiquement se dérouler comme :

- Les réunions du Comité national de Pilotage.
- La cérémonie de lancement du projet.
- Le départ des stagiaires en Espagne.
- La cérémonie de réception du matériel prévu pour le GAR-SI.
- La cérémonie de remise de diplômes.
- La présentation officielle de l'Unité.

Toutes les actions de communication devront être soigneusement calibrées et élaborées conjointement entre l'autorité contractante et la FIIAP, pour qu'elles soient des occasions de promouvoir les actions de l'UE en tant que bailleur et les engagements de l'État au profit de sa population.

La médiatisation aussi bien par les organes de presse nationaux et internationaux, que par la télévision nationale doit assurer que la réputation de l'UE est sauvegardée et que son crédit reste intact auprès non seulement des corps de sécurité mais aussi des populations protégées.

Tous les autres acteurs, comme les autres chefs de projets seront associés aux actions de communication, ainsi que les institutions internationales présentes (ONU, OIM, CBLT, UNDSS, etc.).

Dès le démarrage de la phase de mise en œuvre, le recours à un spot télévisuel, élaboré conjointement entre la délégation de l'UE et la FIIAP, en partenariat avec les autorités tchadiennes permettra d'informer la population de l'intervention.

Des communications régulières dans la presse écrite, élaborées conjointement entre la délégation de l'UE et la FIIAP, en partenariat avec les autorités tchadiennes doivent rappeler les missions du GAR-SI et l'objectif poursuivi (la sécurité des populations).

Les autorités nationales (ministres de tutelle) régionales et locales seront aussi régulièrement informées des progrès réalisés dans le domaine de la formation et des résultats obtenus sur le terrain en matière de sécurité intérieure et de coopération entre les différentes institutions.

Cette communication doit entretenir l'image de transparence de l'Union européenne et favoriser l'appropriation du GAR-SI par la DGGN, et encourager l'engagement des autorités pour soutenir l'action.

ANNEXE I.1. Cadre logique

	Chaîne de résultats	Indicateurs	Points de référence	Valeur actuelle	Cibles (et année de référence)	Sources et moyens de vérification	Hypothèses
Objectif général	OG. Contribuer à la sécurité des populations et à la stabilisation du Tchad y compris dans les zones isolées/reculées et frontalières, condition essentielle d'un développement socio-économique durable	LOG.1. La sécurité générale de la population s'est améliorée LOG 2. nombre de véhicules civils traversant les postes frontaliers fixes dans les zones de déploiement du GARSI	135ème/139 pays 2018 Indice de développement humain (IDH) (en régression) - Indice de confiance de la population (43% en 2012) - Indice de sentiment d'insécurité (48% en 2012)	0,41 (pour un indice de 0 à 1)	En 2019 Objectifs : IDH 0,42 Confiance 50 % de la population 40 % (baisse souhaitable)	- Etudes de perception disponibles - De façon plus globale, indicateurs type Global Peace Index/ Ranking Institute for Economics and Peace http://economicsandpeace.org Ou World Bank Governance Indicators project http://info.worldbank.org/governance/wgi/#home Statistiques officielles de la criminalité chiffres ministériels (ou données Gendarmerie) IDH défini par le PNUD, Enquête d'opinion (PAASIT à venir) Pour l'OG2 : Données OIM et/ou Statistiques Police aux frontières (PAF) ou Douanes	Il est possible de compiler l'ensemble des données portant sur les saisies et interventions des forces de sécurité intérieure au Tchad, celles que soient leur rattachement administratif, service ou statut. La stabilisation du pays passe par le déroulement normal de la vie économique
	O.S.1 Rendre plus efficace l'action préventive et réactive de la Gendarmerie Nationale afin de garantir un contrôle plus efficace des frontières du Tchad avec le Niger, membre du G5 Sahel, mais également avec tous les autres pays voisins, notamment dans les zones les plus reculées, cela dans le respect de son rôle de service public, des droits de	I.OS.1.1 Nombre des opérations conjointes entre l'Unité GAR SI au Tchad et des autres forces de sécurité homologues dans la zone cible. I.OS.1.2 Nombre d'opérations coordonnées entre l'Unité GAR SI au Tchad et des autres Unités GAR SI dans les autres pays bénéficiaires du Projet	0 0	0 0	I (2019) ? (2019)	Statistiques issues des Protocoles de partage d'information (avec la Police Nationale et la GNNT) qui seront créés dans la phase de mise en œuvre. Journal de marche du GAR-SI - Information collectée auprès de l'Etat-major Général de la Gendarmerie Nationale. Journal de marche du GAR-SI	Des instructions interministérielles conjointes (Défense et Sécurité Intérieure) détermineront les règles d'échange d'information et de collaboration entre les FSI+ANT. Le déploiement des unités GAR-SI Tchad et des autres pays frontaliers se fait dans la même zone. La force conjointe peut venir opérer sur le fuseau Est du Sahel, sur la frontière entre le Tchad et le Niger. Le Tchad a signé un arrêté en août 2018 mettant en œuvre la composante police de la Force Conjointe sur son territoire (au niveau du fuseau EST) -en formation depuis le 7 novembre à N'Djamena. Les protocoles pourront se référer au Pacte Militaire de Coopération Transfrontalière entre les membres du G5 Sahel et à l'accord sur l'organisation et le fonctionnement de la
Objectifs spécifiques		I.OS.1.3 Nombre de protocoles de coopération en matière de sécurité établis avec les pays	0	0	I (2019)	- Protocole de partage d'information entre les pays bénéficiaires du projet qui sera créé dans la phase de mise en œuvre	

Chaine de résultats	Indicateurs	Points de référence	Valeur actuelle	Cibles (et année de référence)	Sources et moyens de vérification	Hypotheses
l'Homme et du droit international humanitaire	voisins bénéficiaires du projet					plateforme de coopération en matière de sécurité, au sein du secrétariat permanent du G5 Sahel, en passant par le « coordinateur national sécurité »
	O. S.2 Créer des conditions favorables à une meilleure coopération transfrontalière et régionale avec la participation et l'adhésion des populations locales dans les pays concernés et ainsi contribuer à une lutte plus efficace contre les menaces transfrontalières, et notamment celles posées par la criminalité organisée	0 opérations 2.2.1. 0 arrestations 2.2.2. 0 opérations contre trafics illicites 2.2.3. 0 saisies d'armes 2.2.4. 0 opérations antiterroristes 2.2.5. 0 kgs de drogue saisis		5 opérations (2019) (2019) 2.2.1. X opérations contre trafics illicites 2.2.3. X saisies d'armes 2.2.4. X opérations antiterroristes 2.2.5. X kgs de drogue saisis	Statistiques internes de la Gendarmerie Nationale Statistiques annuelles de l'ONUDC pour le Tchad Données internes du GAR-SI sur ses propres registres (journal de marche, bilans mensuels d'activité, statistiques internes)	Une enquête de satisfaction ou d'impact pourrait mesurer le degré de satisfaction de la population et l'impact réel de l'action du GAR-SI. Le meilleur indicateur est le nombre d'informations ou de renseignements recueillis au cours de ces opérations auprès de la population, mais aussi leur qualité, et qui aurait justement permis des arrestations ou des saisies.
	1.OS.2.1 Le nombre d'opérations de sécurité dans la zone ou l'Unité GAR SI a été déployée 1.OS.2.2.1 Nombre d'arrestations ayant conduit à une (in)culpation-examen) 1.OS.2.2.2 Nombre d'opérations contre trafics illicites 1.OS.2.2.3 Nombre d'armes saisies 1.OS.2.2.4 Nombre d'opérations anti-terroristes 1.OS.2.2.5 quantité de drogue saisie	0		Cible : une unité en 2020	Décret de création de l'Unité	Il faut noter que la Force Mixte Tchad Soudan a été complétée par 100 OPI gendarmes et policiers (décret du 17 juillet 2018) pour opérer avec les militaires et judiciairiser leurs opérations. Avec un officier renseignement et un officier « opérations », cette articulation s'inspire bien du modèle GAR-SI. L'objectif indicateur pourrait déjà être réalisé.
	1.OS.2.3 Nombre d'Unités additionnelles créées en suivant le modèle GAR-SI (ou en s'inspirant de l'Unité GAR-SI originelle) au sein de la Police Nationale et/ou la Gendarmerie Nationale. 1.OS.2.4 Extension des zones de déploiement effectif de l'Unité GAR SI (moyenne par mois)	0		X Km² (2019)	Statistiques internes auprès de la Gendarmerie Nationale, direction de l'emploi et direction de l'organisation, de l'instruction et de la réglementation.	

Chaine de résultats	Indicateurs	Points de référence	Valeur actuelle	Cibles (et année de référence)	Sources et moyens de vérification	Hypothèses
	EutF-1 OS 2.5 Nombre de membres du personnel des institutions gouvernementales, des forces de sécurité internes et des acteurs non étatiques compétents formés à la sécurité, à la gestion des frontières, à la CVE, à la prévention des conflits, à la protection des populations civiles et des droits de l'homme	0	0	120 personnes formées à la GGN, dont xx femmes	Rapport du centre de formation à Logroño plus rapport de la Gendarmerie nationale	
	EUTF 1 OS 2.6 Nombre d'institutions et d'acteurs non étatiques bénéficiant du renforcement des capacités et du soutien opérationnel en matière de sécurité, de gestion des frontières, de CVE, de prévention des conflits, de protection des populations civiles et des droits de l'homme	0	1	1 La Gendarmerie nationale		

Extrants	E.1. Une Unité GAR SI est opérationnelle au Tchad.	0%		95 %, dont x% de femmes (2019)	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport Fin du Projet. - Évaluation Finale du Projet. 	95 % de réussite à la fin de la formation représentent la qualité de la sélection initiale. Les effectifs manquants pourront être rapidement remplacés par les réserves de personnels pré-sélectionnés (établissement de listes complémentaires) pour permettre d'armer le GAR-SI avec 100% des effectifs prévus.
	I.E.1.2 Nombre de demandes de déploiement adressées à l'Unité	0%		6 (2019)	<ul style="list-style-type: none"> - Statistiques internes auprès de la Gendarmerie Nationale. - Entretien avec le DGGN ou son représentant 	
	I.E.1.3 L'unité remplit les critères d'atteinte du FOC (Full Operational Capability) dans les délais	-		Oui (2020)	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport sur le FOC du Comité de Pilotage. - Rapports évaluation et conseil 	En cas d'échec sur un ou plusieurs critères du FOC, une formation complémentaire sera nécessairement dispensée jusqu'à l'obtention des compétences et des savoirs pour atteindre

	etables (9 et 10 mois après la fin de la formation).				Oui	- Rapport final et Plan de Formation. - Entretien avec le DGGN, la direction du personnel, la direction de l'organisation, de l'instruction et de la réglementation (commandant du groupement des écoles GEGN)	Rapport du centre de formation à Logroño plus rapport de la Gendarmerie nationale		L'objectif : Des exercices préalables doivent permettre d'éviter tout échec.
E.2 Le personnel de l'Unité GAR-SI a acquis toutes les compétences nécessaires pour mener à terme ses tâches	I.E.2.1 Les programmes de formations ont été adaptés aux réalités du terrain étudiées dans la phase de diagnostic pour chacun des niveaux et spécialités I.E.2.2 nombre de gendarmes ayant suivi les formations continues spécifiques en DH et DIH I.E.2.3 Le taux de turnover au sein de l'unité est limité à moins de 5% entre la fin de la formation et la fin du contrat I.E.2.4 6% de résultats positifs des pre-post tests menés par le CAE avant et après les différents formations (en Espagne et au Tchad) I.E.2.5 Nombre de formations dispensées de façon autonome par les formateurs-relais internes à l'unité GAR-SI	0	0	80-100% à la fin de la formation (2019)	- Rapport final - Liste des effectifs de l'unité GAR-SI - Évaluation Finale de fin de Formation. - Bilan de clôture élaboré par le CAE. - Rapport final et Plan de Formation. « Entretien avec la direction des personnels et la direction de l'organisation de la formation et de la réglementation de la DGGN (Groupement des écoles de la GN). - Évaluation Finale de fin de Formation. - Rapport final	Les effectifs manquants pourront être rapidement remplacés par les réserves de personnels pré-sélectionnés (établissement de listes complémentaires) pour permettre de maintenir le GAR-SI avec 100% des effectifs. - Il y a un risque que la sélection du personnel de l'Unité GAR-SI ne sera pas faite en respectant les critères et les procédures établies. - Il est présupposé que les autorités tchadiennes maintiendront leur compromis envers les lignes directrices du projet GAR-SI. - Il est présupposé que le GS Sahel tiendra son engagement et soutiendra les lignes de travail au niveau politique. - Il est présupposé que l'existence d'un cadre légal donnerait une légitimité suffisante pour que l'Unité puisse fonctionner sans problèmes.			
E.3. Un cadre juridique adéquat pour l'établissement et opérationnalisation de l'Unité GAR-SI afin d'assurer sa cohérence avec le système national ainsi que sa durabilité a été adopté et mis en	I.E.3.1 Nombre de textes juridiques adoptés pour l'établissement et structure de l'Unité au sein des forces de sécurité du pays E.3.2 L'ensemble des actes administratifs adoptés pour l'opérationnalisation de l'Unité GAR-SI sont suffisants pour que l'Unité fonctionne sans problème. I.E.3.3 Le budget du	0		(2019)	Oui	- JO (Journal Officiel) de la République du Tchad. - Ensemble des documents juridiques d'établissement de l'Unité - JO (Journal Officiel) de la République du Tchad. - Ensemble des documents juridiques d'établissement de l'Unité - JO (Journal Officiel) de la République	Il a été proposé d'amender le décret organique de la Gendarmerie Nationale pour la création du GAR-SI Le décret organique de la Gendarmerie nationale est amendé, les circulaires et instructions internes précisent les règles et conditions d'emploi et les notes de service ou ordres d'opérations organisent le travail quotidien. Une ligne budgétaire spécifique pour le		

œuvre.	ministère de la Défense / de la Gendarmerie nationale prévoit les frais de fonctionnement de l'Unité (staff, équipement, opérations, etc.)				du Tchad)	fonctionnement du GAR-SI figure chaque année dans la loi de finances (au regard des engagements internationaux de l'Etat et vis-à-vis de l'UE). Ou une ligne budgétaire spécifique pour le GAR-SI est intégrée dans le budget du ministère de la défense – dans le budget de la Gendarmerie nationale.
E.4 Des outils et des automatismes de coordination fonctionnels avec d'autres missions et institutions sur le terrain au Tchad ont été créés et mises en place.	I.E.4.1 Un système de partage de l'information est institué avec les autres missions et acteurs tiers agissant sur terrain au Tchad	0		Oui	<ul style="list-style-type: none"> - Direction du renseignement militaire, - Echanges avec la composante police de la force conjointe du G5 Sahel, - Echange avec la Section Nationale de Recherches Judiciaires (Gendarmerie) - Memoranda of Understanding avec des partenaires, - Procédures internes du GAR SI intégrant les échanges et la coordination avec des partenaires et acteurs tiers 	<ul style="list-style-type: none"> - L'absence de missions de coordination locale en matière de sécurité entre les acteurs internationaux opérant sur le terrain, pourrait réduire l'effectivité de la coordination. Une équipe de la composante police de la force conjointe du G5 Sahel vient d'être constituée et formée (novembre 2018) au Tchad.
	I.E.4.2 Une procédure réglementaire établit la mise à disposition du GAR-SI au profit d'une autorité tierce compétente au Tchad			Oui mais procédure exceptionnelle		Des circonstances exceptionnelles peuvent faire apparaître un besoin de sécurité avec le concours du GAR-SI
	I.E.4.3 Procédure interne au GAR SI précisant les mesures à prendre en cas d'intégration, totale ou partielle, de l'unité à un dispositif sécuritaire plus large	0		Oui mais procédure exceptionnelle	<ul style="list-style-type: none"> - Procédure interne au GAR SI - Dispositions internes à la Gendarmerie (ordre d'opération spécifique) - Protocole d'entente avec les partenaires institutionnels. 	Par déclinaison de la procédure ci-dessus
E.5 L'Unité GAR-SI a été fournie d'une dotation et d'un équipement suffisants et a bénéficié d'un période de soutien et mentoring.	I.E.5.1. % des équipements et matériels livrés et disponibles pour l'unité à la fin de la formation, dont : 5.1.1. % équipements individuels 5.1.2. % véhicules 5.1.3. % autres équipements et matériels	0		5.1. X%, dont 5.1.1. % des équipements individuels 5.1.2. % des véhicules 5.1.3. % d'autres équipements et matériels	MANEM : manufacture des équipements militaires, en charge de l'importation et de la distribution des équipements militaires (sauf véhicules et équipements spéciaux). DGGN : direction des services techniques (division du matériel) et direction des affaires administratives et financières - Inventaire interne du GAR-SI avec suivi du stockage, de l'entretien et de la maintenance des équipements et matériels collectifs, et prise en compte individuelle des matériels et équipements personnels.	La MANEM, organe institutionnel militaire de l'ANT, possède le monopole de gestion des matériels et équipements militaires (et se charge des appels d'offres).

2

	④		Xx jours/homme	- Timesheets des experts - Rapport d'activité
I.E.5.1. Nombre de jours/homme de mentoring fournis à l'unité				
I.E.5.3. Tout l'équipement fourni est resté à la disposition exclusive de l'unité GAR SI	④		5.3. Oui (2019)	- Inventaire des équipements et matériels au début et à la fin de la phase de mentoring
5.3.1. Au début de la phase de mentoring			5.3.1.xx	- DGGN : direction des services techniques (division du matériel) et direction des affaires administratives et financières pour suivi, contrôle et inspection
5.3.2. A la fin de la phase de mentoring			5.3.2.xx	

Définitions :

On entend par :

« Incidences », les effets à long terme, primaires et secondaires, produits par l'action ;

« Résultats », les effets à court et à moyen termes probables ou obtenus des extrants d'une action ;

« Extrants », les produits, biens d'équipement et services résultant d'activités menées au titre d'une action ;

« Indicateur », la variable ou le facteur quantitatif et/ou qualitatif qui permet de mesurer de manière simple et fiable si une action a produit les résultats attendus ;

« Point de référence », le point de départ ou la valeur actuelle des indicateurs ;

« Cible » (ou but des résultats), le niveau qualitatif ou quantitatif mesurable d'un extrant, d'un résultat ou des incidences attendus d'une action ;

« Matrice-cadre logique », une matrice dans laquelle sont présentés les résultats, les hypothèses, les indicateurs, les cibles, les points de référence et les sources de vérification liées à une action.

« Logique d'intervention », la manière dont, dans un contexte donné, les activités déboucheront sur les extrants, les extrants permettront d'obtenir les résultats et les résultats auront les incidences attendues. Les hypothèses les plus importantes élaborées au cours de ce processus de réflexion doivent figurer dans la matrice-cadre logique.

PNUD : Programme des nations unies pour le développement

IDH : indice de développement humain (espérance de vie, instruction, pouvoir d'achat).



I.2 : CHRONOGRAMME INDICATIF (TCHAD)

Résultats/Périodes		2019							2020												
		FORMATION							SUIVI/CONSEILS ET MENTORING												
mois		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
Constitution de l'unité	Hypothèse 1	fév	mars	avr	mai	juin	juil	août	sept	oct	nov	déc	janv	fév	mars	avr	mai	juin	juil	août	sept
	Hypothèse 2	mars	avr	mai	juin	juil	août	sept	oct	nov	déc	janv	fév	mars	avr	mai	juin	juil	août	sept	oct
	Hypothèse 3	avr	mai	juin	juil	août	sept	oct	nov	déc	janv	fév	mars	avr	mai	juin	juil	août	sept	oct	nov
	Processus de sélection	mai	juin	juil	août	sept	oct	nov	déc	janv	fév	mars	avr	mai	juin	juil	août	sept	oct	nov	déc
	Cadre juridique																				
	Elaboration Plan Formation																				
	Cours de cadres																				
Conseil et mentoring	Cours de Formateurs	Esp	Esp	Tchad																	
	Cours de base	Esp	Esp	Tchad				DH													
	Cours spécialistes				Tchad	Tchad															
	Cours logistique																				
	Acquisition de l'équipement																				
Phase de clôture	IOC et FOC								IOC									FOC	FOC		
	Mentoring																				

[illegible]

E MATÉRIEL D'ENTRAÎNEMENT ET FRANCHISSEMENT

SURVEILLANCE ET OBSERVATION

MOYENS DE SUBSISTANCE (portable pour l'extérieur)

H	Protection périmétrique des moyens de subsistance				
I	TÉLÉCOMMUNICATIONS				
L	INFORMATIQUE				
M	INTERVENTION				
N	DIVERS				
O	SANTÉ TACTIQUE				
P	MATÉRIEL MOBILITÉ				
Q	MATÉRIEL SOUTIEN LOGISTIQUE				
Total VÉHICULES					
Total MATÉRIEL					
Total GÉNÉRAL BUDGETISÉ					

